

Institut supérieur des Relations Internationales et Stratégiques
Mémoire de recherche - Master de Relations Internationales

L'INFLUENCE DE LA NOUVELLE STRATÉGIE RUSSE « LE PIVOT VERS L'EST » SUR LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE FACE AUX CRISES UKRAINIENNES



Présenté par Vladislava Shevchenko, étudiante en Relations Internationales à l'IRIS Sup'.

Sous la direction de Monsieur Lukas Aubin, directeur de recherche à l'IRIS, chargé du Programme Sport et géopolitique, spécialisé sur la géopolitique du sport et de la Russie
Remis le 26 juin 2023

Année 2022-2023

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de mémoire, Monsieur Lukas Aubin. Je le remercie de m'avoir encadrée, orientée, aidée et conseillée.

Je désire aussi remercier les professeurs de l'IRIS Sup', qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires.

J'adresse mes sincères remerciements à toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions.

Enfin, je remercie tous mes camarades de la promotion pour leur soutien et leur solidarité.

Table des matières

Remerciements	2
Table des matières	3
Introduction	4
Chapitre 1. L'histoire du pivot vers l'est	9
1.1. Exode vers l'est.....	9
1.2. Une tentative du pivot sous l'URSS.....	14
1.3. Le pivot vers l'est actuel.....	17
Chapitre 2. L'évolution du pivot vers l'est face aux crises ukrainiennes	22
2.1. La révolution orange.....	23
2.2. Le maïdan et le redressement de la carte d'Ukraine.....	31
2.3. La guerre en Ukraine 2022.....	40
Chapitre 3. Les défis et problèmes actuels	45
3.1. Le sous-développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.....	47
3.2. Chine.....	50
Conclusion	56
Bibliographie	59

Introduction

Le pivot vers l'est (en russe « поворот на восток ») est une expression qui fait référence à la politique étrangère de la Russie, visant à renforcer ses relations et sa coopération économique, politique et militaire avec les pays de l'Asie de l'Est. Cette stratégie a été mise en place par le gouvernement russe pour diversifier ses partenariats internationaux et réduire sa dépendance à l'égard de l'Occident.

Le pivot vers l'est russe a été mis en œuvre sous la présidence de Vladimir Poutine, et il s'est intensifié au cours des dernières années. Il implique des initiatives telles que le développement des liens commerciaux avec les pays de la région, notamment la Chine, le renforcement des alliances politiques et militaires, ainsi que la coopération dans des domaines tels que l'énergie, les infrastructures et les investissements.

Cette stratégie s'explique en partie par les tensions accrues entre la Russie et l'Occident, en particulier suite à l'annexion de la Crimée en 2014 et les sanctions économiques qui ont suivi. Une rupture des relations quasi-totale s'est poursuivie suite à la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie le 24 février 2022. Le pivot vers l'est russe vise à atténuer l'impact de ces sanctions et à trouver de nouveaux débouchés économiques et politiques pour la Russie.

La coopération étroite entre la Russie et la Chine est l'un des éléments clés de cette stratégie. Les deux pays ont développé des relations économiques et diplomatiques renforcées, ainsi qu'une coordination accrue sur des questions géopolitiques, notamment en s'opposant aux politiques américaines dans certaines régions, comme en Syrie.

Il faut préciser que le pivot inclut 2 dimensions : intérieure et extérieure. La dimension intérieure implique le développement de l'Extrême-Orient russe (la création des programmes fédéraux ciblés, réunion de l'APEC en 2012, création du Ministère de la Fédération de Russie pour le développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique).

La dimension extérieure, qui demeure l'objet de ce travail, prévoit une coopération plus étroite avec l'ensemble des pays de l'Asie, notamment dans les domaines économique, militaire et énergétique.

Le pivot vise à atteindre plusieurs objectifs :

- prendre place économiquement et politiquement dans la région Asie-Pacifique ;
- améliorer le solde du commerce extérieur trop orienté vers l'Europe ;
- atténuer l'effet des sanctions économiques depuis 2014 ;
- trouver une alternative aux partenaires habituels occidentaux de la Russie qui se sont détournés d'elle en signe de protestation contre la guerre en Ukraine lancée par la Russie depuis 2022.

Le pivot implique l'abandon par la Russie des tentatives infructueuses d'intégration dans le système euro-atlantique (qui a commencé après la fin de la guerre froide), la préférence pour les liens avec le « non-Occident » et comprend à la fois le développement de l'Extrême-Orient russe et coopération avec les pays asiatiques.

La politique énergétique russe entre 2000 et 2023 a été marquée par des développements significatifs dans le secteur de l'énergie, ainsi que par des dynamiques géopolitiques et des défis internes. Pendant cette période, la Russie a consolidé son statut de puissance énergétique mondiale et a utilisé ses ressources énergétiques comme un outil de pouvoir et de projection sur la scène internationale.

Sous la présidence de Vladimir Poutine, qui a débuté en 2000, l'État a cherché à renforcer son contrôle sur ses ressources énergétiques, en particulier le gaz naturel et le pétrole. Le secteur énergétique russe a été dominé par l'entreprise *Gazprom*, la plus grande société gazière du pays, qui est également détenue en grande partie par l'État. Cette centralisation de l'industrie énergétique a permis au gouvernement russe d'exercer un contrôle stratégique sur les ressources et de tirer des avantages économiques et politiques de leur exploitation.

Un événement majeur dans la politique énergétique russe a été la crise du gaz entre la Russie et l'Ukraine en 2006 et 2009. Ces conflits ont suscité des inquiétudes

quant à la fiabilité des approvisionnements énergétiques russes pour l'Europe, car une grande partie du gaz russe transitait par l'Ukraine. Cela a conduit à une prise de conscience accrue de la dépendance de l'Europe à l'égard de la Russie en matière d'énergie et a encouragé les pays européens à diversifier leurs sources d'approvisionnement.

La Russie a également cherché à renforcer ses liens avec d'autres pays producteurs d'énergie, notamment en Asie. La conclusion d'accords gaziers avec la Chine en 2014 et 2018 a marqué une étape importante dans la politique énergétique russe. Ces accords ont permis à la Russie de diversifier ses exportations de gaz et de réduire sa dépendance à l'égard de l'Europe en tant que marché principal d'exportations.

La politique énergétique russe a également été influencée par les fluctuations des prix du pétrole sur le marché mondial. Les revenus pétroliers ont joué un rôle crucial dans l'économie russe, contribuant à la croissance économique et à la stabilité financière du pays. Cependant, les chutes brutales des prix du pétrole en 2008-2009 et en 2014-2016, ont mis en évidence la vulnérabilité de l'économie russe à la volatilité des marchés énergétiques.

Parallèlement, la Russie a été confrontée à des défis internes dans le secteur énergétique, tels que la nécessité de moderniser ses infrastructures et d'améliorer l'efficacité énergétique. Des efforts ont été déployés pour diversifier le mix énergétique russe et développer des sources d'énergie renouvelable, bien que ces initiatives aient progressé à un rythme plus lent par rapport à l'exploitation des ressources fossiles.

Du point de vue géopolitique, la politique énergétique russe a été utilisée comme un outil de puissance et d'influence. La Russie a utilisé ses ressources énergétiques pour exercer une influence politique et économique sur les pays voisins, en particulier ceux de l'ancienne Union soviétique. Cette stratégie a parfois été perçue comme une tentative de la Russie de reconstituer son influence régionale.

L'énergie occupe une place prépondérante dans l'économie russe. La Russie est l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de pétrole, de gaz naturel et de charbon. Ces ressources énergétiques jouent un rôle crucial dans la croissance économique, les revenus de l'État et les échanges commerciaux du pays.

En ce qui concerne le pétrole, la Russie est l'un des plus grands producteurs au monde. Les revenus pétroliers représentent une part importante des recettes budgétaires de l'État russe. L'industrie pétrolière russe englobe à la fois les entreprises d'État, comme *Rosneft*, et des sociétés privées. Les principaux gisements de pétrole se trouvent en Sibérie occidentale, dans la région de l'Oural et dans la région de la mer Caspienne.

En ce qui concerne le gaz naturel, la Russie est le plus grand producteur mondial et possède les plus vastes réserves de gaz au monde. *Gazprom*, la société gazière d'État, joue un rôle dominant dans l'industrie gazière russe. Le gaz naturel russe est principalement exporté vers l'Europe, où il représente une part significative des besoins énergétiques. Les exportations de gaz sont essentielles pour l'économie russe, générant des revenus importants et contribuant à l'équilibre de la balance commerciale.

Le charbon est également une ressource énergétique importante en Russie. Le pays possède d'importantes réserves de cette matière, principalement situées dans la région de la Sibérie et dans l'Extrême-Orient russe. Le charbon est utilisé surtout pour la production d'électricité et représente une part substantielle de la production d'énergie en Russie.

L'importance de l'énergie dans l'économie russe se manifeste également par la présence d'entreprises énergétiques d'État, telles que *Gazprom*, *Rosneft* et *Inter RAO*. Ces sociétés jouent un rôle central dans l'industrie énergétique russe et contribuent de manière significative à l'économie nationale.

Les revenus provenant des exportations d'énergie, tels que le pétrole et le gaz, représentent une part importante des recettes d'exportation de la Russie. Cela

renforce la position de la Russie en tant que puissance énergétique mondiale et lui donne une influence sur les marchés internationaux de l'énergie.

Cependant, la dépendance excessive de l'économie russe vis-à-vis des revenus pétroliers et gaziers expose le pays à des risques économiques, notamment en cas de fluctuations des prix mondiaux des hydrocarbures. Cela souligne la nécessité pour la Russie de diversifier son économie et de réduire sa dépendance à l'égard des ressources énergétiques pour assurer une croissance économique plus stable et durable.

Dans cette étude, nous allons tenter de décrypter l'histoire du pivot vers l'est qui débute au XIX siècle en passant par l'époque soviétique et terminant par l'état moderne du pivot en Fédération de Russie dans le premier chapitre. Ensuite, nous allons analyser les trois crises ukrainiennes survenues en 2004, 2013-2014 et 2022, ainsi que les interconnexions entre ces événements et l'évaluation de la stratégie du pivot vers l'est dans le deuxième chapitre. Pour conclure, le troisième chapitre portera sur les problèmes et défis actuels auxquels la Russie fait face pendant la réalisation de cette stratégie d'orientation à l'Est.

Le mémoire va répondre à la problématique suivante : Comment le pivot vers l'est, imaginé par le pouvoir russe comme une résolution des problèmes liés à l'arrêt des importations européennes des hydrocarbures, peut à la fois diversifier et enrichir le commerce russe, mais renforcer la dépendance de la Russie envers la Chine ?

Chapitre 1. L'histoire du pivot vers l'est

1.1. Exode vers l'est

La Russie, à cause de sa géographie, est à la fois un pays européen et asiatique, elle est eurasiatique. C'est une idée qui est née avec le mouvement des slavophiles au XIX siècle et qui s'opposait au mouvement occidentaliste, le mouvement selon lequel les valeurs et institutions russes doivent adopter et imiter celles de l'Occident.

Les premières tentatives de décrire, de déterminer la place de la Russie dans le monde, son rôle, son destin et son chemin, sont apparus en XVIII siècle, avec l'émergence du mouvement des slavophiles comme une note de protestation à l'occidentalisation de la Russie par son premier empereur Pierre le Grand. Les slavophiles ont cherché à montrer que les valeurs occidentales ne pouvaient pas pleinement s'enraciner sur le sol russe et nécessitaient au moins une certaine adaptation. Invitant les peuples à se tourner vers leurs fondements historiques, leurs traditions et leurs idéaux, les slavophiles ont contribué à l'éveil de la conscience nationale.

Pour préciser, pendant la période de Pierre Ier le Grand (1682-1725), connue sous le nom d'« ère pétriniennne » dans l'histoire de la Russie, le mouvement des slavophiles n'existait pas encore. Le terme « slavophiles » a commencé à être utilisé seulement au cours de la première moitié du XIXe siècle pour désigner un groupe intellectuel et politique distinct.

Cependant, à l'époque de Pierre le Grand, il y avait déjà des penseurs qui exprimaient certaines idées et opinions qui seraient plus tard associées au mouvement des slavophiles. À cette époque, la Russie était confrontée à des changements significatifs liés à la modernisation et aux réformes occidentales entreprises par l'empereur.

Certaines personnes, comme Adam Olearius, manifestaient un intérêt pour la culture russe, ses traditions et la religion orthodoxe. Ils prônaient la préservation de l'identité

nationale et de la spiritualité russes dans le contexte de la modernisation menée par Pierre le Grand. Cependant, leurs opinions n'étaient pas une idéologie organisée et systématisée, comme cela s'est produit au XIXe siècle.

Pierre le Grand lui-même a mis en place une série de réformes visant à moderniser la Russie selon les modèles occidentaux. Il cherchait à combler le retard culturel et technologique du pays en introduisant des technologies, des modes et des principes organisationnels occidentaux.

Il convient de noter que, bien que certaines personnes aient exprimé des critiques et des inquiétudes à l'époque à propos des changements introduits par Pierre le Grand, le terme « slavophiles » et le mouvement slavophile organisé sont apparus historiquement plus tard, à l'époque des guerres napoléoniennes et du romantisme.

Les slavophiles, aux côtés des occidentalistes, étaient un mouvement intellectuel et politique qui a émergé en Russie au cours de la première moitié du XIXe siècle. Leur objectif était de mettre en évidence les caractéristiques et l'unicité de la culture russe, ainsi que de former l'identité de la Russie en tant que nation authentique.

Les principales idées des slavophiles étaient liées à la critique de la civilisation occidentale et à la défense du rôle particulier de la Russie dans l'histoire mondiale. Ils accordaient une grande importance à la religion, en particulier à l'orthodoxie, en tant qu'élément fondamental de la spiritualité russe. Les slavophiles estimaient que le modèle occidental de progrès, de liberté individuelle et d'individualisme était en contradiction avec la tradition collective et la spiritualité russes.

Ils prônaient la préservation et le développement des traditions russes, de l'unité populaire et de la responsabilité collective envers la société. Les slavophiles appelaient à la revitalisation et au renforcement de la communauté russe, de la paysannerie et de la structure familiale traditionnelle, soulignant leur importance dans la société russe.

L'un des principaux slavophiles, Alexeï Khomiakov, a élaboré le concept de « sobornost » (catholicité), qui soulignait l'importance de l'harmonie et de l'unité au

sein de la société. Il croyait que la société russe devait chercher à créer une communauté harmonieuse et conciliaire, fondée sur les principes de justice et d'égalité.

Les slavophiles s'intéressaient également activement à l'histoire et à la culture des peuples slaves. Ils soulignaient l'importance de la préservation et du développement des traditions nationales, de la langue et de l'identité de chaque peuple slave. Cela renforçait leur conviction selon laquelle la culture et la spiritualité slaves étaient uniques et devaient être préservées dans un contexte de mondialisation et d'influence occidentale.

Les slavophiles ont exercé une influence considérable sur le développement de la littérature et de la philosophie russes, ainsi que sur le domaine politique. Leurs idées ont influencé de nombreux intellectuels, écrivains et politiciens russes, contribuant à la formation d'une identité russe distincte. Cependant, les slavophiles ont également été critiqués pour leur conservatisme et leur manque de volonté de changer et de se moderniser.

Dans l'ensemble, les slavophiles ont joué un rôle important dans la formation de la conscience historique et culturelle de la société russe. Leurs idées et perspectives continuent d'influencer la Russie contemporaine, alimentant les débats sur l'identité russe, l'originalité nationale et la place de la Russie dans le contexte mondial.

L'héritage de ce mouvement des slavophiles, ses principales idées et convictions ont engendré un nouveau courant dans cette pensée et de nouvelles réflexions sur l'identité russe, qui ont pris la forme, d'abord, d'un recueil d'articles de quatre auteurs: Nikolay Trubetskoy, Petr Savitsky, Georgy Florovsky et Petr Suvchinsky, publié à Sofia en 1921.

L'exode vers l'est représente l'un des concepts idéologico-politiques les plus significatifs formés par les émigrants russes au cours de la première moitié du XXe siècle. Après la révolution de 1917 et la guerre civile, de nombreux émigrants russes ont été contraints de quitter la Russie et de chercher refuge dans d'autres pays. Les émigrants ont été confrontés à la déception et à la perte de leur foyer historique, et «

l'exode vers l'est » est devenu leur réaction à ces temps difficiles et leur recherche d'une nouvelle voie pour préserver et poursuivre la culture et l'identité russes.

L'un des objectifs clés du mouvement de l'exode vers l'est était de surmonter l'unilatéralité de l'influence occidentale et de souligner l'importance et l'unicité de la contribution orientale à l'histoire et à la culture russes. Les émigrants estimaient que le modèle de développement occidental et les systèmes politiques avaient conduit à la crise et à la destruction de la Russie, c'est pourquoi ils ont tourné leur attention vers l'Est en tant que source de solidité historique et d'identité nationale.

Un aspect important de l'idéologie de l'exode vers l'est était la reconnaissance et la perception de la Russie en tant que pays eurasiatique. Cela impliquait de reconnaître sa position géographique et ses liens historiques avec différentes cultures et peuples de l'est et de l'ouest de l'Eurasie. Les émigrants affirmaient que la Russie avait des racines profondes et des liens avec l'Est qui devaient être reconnus et respectés.

Dans le cadre de l'idéologie de l'exode vers l'est, les émigrants ont accordé une attention particulière aux traditions, à la religion et à la culture orientales, qu'ils considéraient comme faisant partie intégrante de l'identité russe. Ils ont appelé à la préservation et au développement de l'orthodoxie, qui était le courant religieux dominant en Russie, et ont porté une attention particulière à l'influence de l'islam, du bouddhisme et d'autres religions orientales sur la culture russe.

Les partisans de l'exode vers l'Est ont également activement soutenu le développement des liens commerciaux et économiques entre la Russie et les pays de l'Est tels que la Chine, l'Inde et le Japon. Ils considéraient les marchés et les ressources orientales comme des opportunités de développement économique et de reconstruction de la Russie après les conséquences destructrices de la révolution et de la guerre civile.

L'aspect culturel de l'exode vers l'est était également très important. Les émigrants ont activement soutenu la diffusion de la littérature, de l'art et de la culture russes dans le monde entier, ainsi que l'échange de valeurs culturelles avec les peuples de l'Est. Beaucoup d'entre eux ont joué un rôle important dans la diffusion de la

littérature et de la philosophie russes en dehors de la Russie, ainsi que dans l'étude des langues et cultures orientales, ce que l'on appelle maintenant des outils du *soft power*.

Il faudrait noter que l'idéologie de l'exode vers l'est n'était pas uniforme et a évolué dans différents cercles d'émigrants. Au sein du mouvement, il y avait des approches et des interprétations variées, et de nombreux émigrants ont continué à développer les idées de l'exode vers l'est dans leurs travaux et leurs activités.

L'exode vers l'est est un mouvement idéologique des émigrants russes qui percevaient la Russie comme un pays eurasiatique avec des liens profonds avec la partie orientale du continent. Il plaidait pour la préservation et le développement de la culture et de la religion orientales, le développement actif des liens commerciaux et économiques avec les pays de l'Est et la diffusion de la culture russe dans le monde entier. L'exode vers l'est a eu une influence significative sur la communauté des émigrants et continue de jouer un rôle important dans l'histoire et l'identité russes.

1.2. Une tentative du pivot sous l'URSS

Pendant la période de l'URSS, le pivot vers l'est a pris une autre dimension et un objectif complètement différent. Il ne s'agissait plus d'un mouvement philosophique, politique et culturel, visant à comprendre l'essence de l'ethnicité russe et la place de la Russie dans le monde, son sort et son rôle uniques. Le pivot est devenu une véritable stratégie étatique.

La stratégie du pivot vers l'est, appliquée par l'URSS pendant la Guerre froide, était un élément clé de la politique étrangère et de la stratégie géopolitique de l'État soviétique. Cette stratégie visait à renforcer l'influence de l'URSS en Asie et dans la région du Pacifique, ainsi qu'à former un bloc d'opposition à l'Occident, en particulier aux États-Unis et à leurs alliés. Le pivot vers l'est était lié à des différents facteurs, y compris les intérêts géopolitiques, économiques et idéologiques de l'URSS.

Les premières étapes de la stratégie du pivot vers l'est peuvent être retracées immédiatement après la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, l'URSS a commencé à soutenir activement les mouvements anticoloniaux et les luttes de libération nationale en Asie et en Afrique. Elle a fourni une aide financière, militaire et politique aux pays qui cherchaient à devenir indépendants des puissances coloniales. Des exemples de ce soutien incluent l'aide à la guerre du Vietnam contre la France et les États-Unis, le soutien au mouvement de libération nationale en Inde et l'aide à d'autres pays.

Cependant, la stratégie du pivot vers l'est est devenue particulièrement pertinente pendant le conflit entre l'URSS et les États-Unis, connu sous le nom de la Guerre froide. L'URSS cherchait à créer un contrepoids à l'influence occidentale et à soutenir les mouvements socialistes et progressistes en Asie et dans la région du Pacifique. Dans ce contexte, l'URSS développait des stratégies visant à renforcer sa présence dans cette région et à établir des relations d'alliance.

Un aspect clé de la stratégie du pivot vers l'est était lié au développement des liens économiques et commerciaux avec les pays de l'Asie et de l'Afrique. L'URSS fournissait une aide économique, construisait des installations industrielles et

d'infrastructure, formait du personnel et développait le commerce avec ces pays. Elle a également développé la coopération dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation, offrant des bourses d'études et une assistance aux étudiants étrangers.

Un autre aspect de la stratégie du pivot vers l'est était le renforcement de la présence militaire de l'URSS dans la région. L'URSS a conclu des accords de coopération militaire, fourni une aide militaire et établi des bases militaires dans plusieurs pays, dont le Vietnam, Cuba et l'Angola. Cela permettait à l'URSS de disposer de positions importantes et de moyens d'influence en cas de conflits ou de tensions dans la région.

La stratégie du pivot vers l'est comprenait également le développement de liens politiques et idéologiques avec les pays asiatiques. L'URSS soutenait activement les mouvements communistes et de gauche dans différents pays, leur fournissant un soutien financier et politique. L'URSS utilisait également des méthodes de propagande pour promouvoir son idéologie et former un bloc d'opposition à l'Occident.

Un exemple frappant de la mise en œuvre réussie de la stratégie du pivot vers l'est est le soutien apporté au Vietnam pendant la guerre du Vietnam. L'URSS fournissait une aide financière et militaire, y compris des livraisons d'armes et de matériel militaire, et aidait le Vietnam dans sa lutte contre les États-Unis et leurs alliés. Ce soutien a joué un rôle important dans la victoire finale du Vietnam et dans la consolidation de l'influence de l'URSS dans la région.

Cependant, la stratégie du pivot vers l'est était également confrontée à des certains problèmes et limitations. Premièrement, l'URSS faisait face à la concurrence d'autres grandes puissances telles que la Chine et l'Inde, qui cherchaient également à exercer leur leadership dans la région. Deuxièmement, les divergences politiques et religieuses entre les pays de la région pouvaient entraîner des tensions et des conflits, ce qui entravait le renforcement de la coopération.

Par ailleurs, la stratégie du pivot vers l'est était critiquée pour son parti pris idéologique et son ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. De nombreux pays de la région, en particulier ceux qui ne partageaient pas les idées communistes, ont perçu l'influence de l'URSS comme une menace à leur indépendance et leur souveraineté.

En fin de compte, la stratégie du pivot vers l'est de l'URSS avait des aspects positifs et négatifs. Elle a permis à l'URSS de renforcer son influence dans la région, de soutenir les mouvements anticoloniaux et de protéger ses intérêts. Cependant, elle a également créé des tensions dans les relations internationales, provoqué des conflits et eu des conséquences négatives pour certains pays de la région. Dans l'ensemble, la stratégie du pivot vers l'est a laissé une trace significative dans l'histoire de l'URSS et de la politique mondiale, et continue d'être un sujet de discussion et de recherche.

1.3. Le pivot vers l'est actuel

Depuis la présidence de Vladimir Poutine, la Russie cherche à développer sa politique du pivot vers l'est, tout en essayant de renforcer ses relations avec les États de la région Asie-Pacifique.

Après la dissolution de l'URSS, la Russie a perdu sa position d'une superpuissance mondiale. Son influence sur la politique étrangère et sa puissance économique ont énormément diminué, le pays avait besoin de nouveaux partenaires et de nouvelles possibilités de développement. Le développement de ses liens avec les pays de l'Asie-Pacifique demeurerait un nouveau moyen pour la Russie de renforcer ses positions sur la scène mondiale.

Sous le règne de Vladimir Poutine, la Russie a activement développé une politique du pivot vers l'est, cherchant à renforcer ses liens avec les États d'Asie et de la région du Pacifique.

Au cours des dernières décennies, des pays de la région de l'Asie-Pacifique, tels que la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud sont devenus les économies les plus dynamiques du monde. Le gouvernement russe s'est rendu compte que le développement de liens avec ces pays pourrait apporter à la Russie d'importants avantages économiques et politiques. Le pivot vers l'est a permis à la Russie d'accéder à de nouveaux marchés, investissements et technologies dans la région.

La Russie dépendait largement des marchés européens pour y exporter ses ressources énergétiques, en particulier le pétrole et le gaz. Le développement de la politique du pivot vers l'est a permis à la Russie de réduire cette dépendance et de diversifier ses marchés d'exportation. Par exemple, la Chine est devenue le plus grand consommateur de gaz russe et un partenaire commercial important pour la Russie. Le développement des liens énergétiques avec l'Asie a offert de nouvelles opportunités de croissance économique à la Russie et a réduit les risques liés à une dépendance unilatérale vis-à-vis des partenaires européens.

Le développement des liens avec l'Asie et la région du Pacifique revêtait également une importance cruciale pour la position géopolitique de la Russie. La Russie cherchait à renforcer son rôle dans les affaires internationales et à devenir un acteur et participant actif aux forums régionaux et internationaux. Le développement de liens économiques et politiques avec l'Asie permettait à la Russie de participer à la résolution des problèmes mondiaux, de former des partenariats stratégiques et d'accroître son statut sur la scène internationale.

Dans l'ensemble, le développement de la politique du pivot vers l'est était motivé par la nécessité pour la Russie de s'adapter à l'évolution du contexte international, de diversifier ses liens économiques et de renforcer sa place dans la politique mondiale. Poutine et son administration ont accordé une priorité élevée à cette politique et ont apporté une contribution significative à son développement.

La période de la présidence de Poutine peut être divisée en plusieurs étapes, chacune étant caractérisée par des initiatives et des réalisations spécifiques dans le développement de la politique du pivot vers l'est. La première étape correspond au début des années 2000.

Les premières années de sa présidence se sont caractérisées par la recherche de nouveaux partenaires et la reprise des relations avec les alliés traditionnels en Asie et dans la région du Pacifique. En 2000, la Russie est devenue membre de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), ouvrant de nouvelles opportunités de coopération commerciale et économique avec les partenaires régionaux. Des accords de partenariat stratégique ont également été signés avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud à cette époque.

L'une des principales réalisations de la première étape du développement de la politique du pivot vers l'est a été la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001. L'OCS est devenue une plateforme de développement de la coopération multilatérale entre la Russie, la Chine et d'autres États de la région. Elle a contribué au renforcement de la confiance, à l'expansion des liens commerciaux et à la coopération en matière de sécurité. L'OCS a également joué un rôle important dans la résolution des conflits régionaux et la création de mécanismes

de consultation et de coordination. En parallèle à la création de cette organisation, la signature du partenariat stratégique entre la Russie et la Chine en 2001 a marqué un tournant. Cet accord a fondé les bases de relations mutuellement bénéfiques entre les deux pays dans de divers domaines, y compris l'économie, l'énergie et la défense.

La deuxième étape du développement du pivot vers l'est a eu lieu au milieu des années 2000 et s'est caractérisée par un approfondissement des liens économiques avec la région. La Russie a activement développé sa coopération dans le domaine de l'énergie, en particulier avec la Chine. En 2006, un accord sur la fourniture de gaz russe à la Chine a été signé, ce qui a représenté la plus grande transaction de l'histoire des relations sino-russes. Les livraisons de gaz ont commencé en 2014, renforçant considérablement le partenariat mutuellement avantageux entre les deux pays.

La coopération énergétique avec l'Asie s'est également étendue à d'autres pays de la région. La Russie a activement développé sa coopération dans l'industrie pétrolière et gazière avec le Vietnam, l'Inde, le Japon et d'autres États. Ces liens de partenariat ont non seulement contribué à la diversification des marchés d'exportation pour l'énergie russe, mais ont également créé de nouvelles opportunités de coopération technique et d'échange d'expériences.

Au cours de la troisième étape, à partir des années 2010, la stratégie du pivot vers l'est a reçu une nouvelle impulsion. Tout au long de cette période, la Russie a accordé une attention particulière au développement des infrastructures de transport, en particulier dans le cadre de l'Union économique eurasiatique (UEE). La construction et la modernisation de corridors de transport tels que le Transsibérien et le Baïkal-Amour ont été prioritaires, dans le but de faciliter les échanges commerciaux plus efficaces avec l'Asie.

Une réalisation majeure de cette étape a été le lancement du gazoduc « Sila Sibiri » (la force de la Sibérie) en 2019. Ce gazoduc, d'une longueur de plus de 3000 kilomètres, relie la Russie à la Chine à travers la Sibérie et permet à la Russie de devenir l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel en Chine. Le lancement de

ce gazoduc constitue une étape importante dans le développement de la coopération énergétique entre les deux pays et permet de diversifier les itinéraires d'exportation du gaz russe.

Parallèlement au développement de la coopération économique, la Russie a activement promu la coopération militaro-technique avec les pays de la région. Elle est devenue l'un des plus grands fournisseurs d'armes en Asie-Pacifique, fournissant des systèmes de combat et des équipements militaires modernes à l'Inde, au Vietnam, à l'Indonésie et à d'autres pays. Cette coopération a contribué à renforcer la défense des partenaires et au développement du complexe militaro-industriel russe.

La participation active de la Russie aux forums et organisations régionales a également été un élément important du développement du pivot vers l'est. La Russie est devenue un participant actif à l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) et à d'autres mécanismes régionaux. La participation à ces forums a permis à la Russie de promouvoir ses intérêts, d'établir un dialogue et une coopération avec les partenaires de la région.

Cependant, le développement de la politique du pivot vers l'est n'est pas sans défis et difficultés. Certains analystes soulignent que la Russie pourrait faire face à la concurrence d'autres puissances telles que la Chine et les États-Unis dans la lutte pour l'influence dans la région. De plus, la dépendance vis-à-vis du marché chinois et de la croissance économique en Asie peut représenter des risques pour l'économie russe. Parallèlement, certaines questions géopolitiques, telles que les litiges territoriaux et les déséquilibres démographiques entre la Russie et la Chine, peuvent entraver le développement complet et multifacette de la coopération.

En conclusion, la stratégie du pivot vers l'est menée sous la présidence de Vladimir Poutine est devenue une initiative stratégique importante pour la Russie. Elle englobe le développement de la coopération économique, les fournitures d'énergie, la coopération militaro-technique et le renforcement des liens diplomatiques. Cette politique revêt une importance cruciale pour renforcer la position de la Russie en Asie et dans la région du Pacifique, favoriser la croissance économique et l'influence

géopolitique. Cependant, elle est également confrontée à des défis et des risques qui nécessitent une analyse et une gestion attentives.

Chapitre 2. L'évolution du pivot vers l'est face aux crises ukrainiennes

Dans les années 1960, l'URSS commença ses exportations de ressources énergétiques dans les pays de l'Europe. La première étape était l'approvisionnement en pétrole et en gaz, puis l'URSS a également commencé à exporter de l'électricité. L'exportation d'énergie vers l'Europe faisait partie d'un vaste programme de coopération et d'échanges entre l'URSS et les pays européens. Les exportations d'énergie étaient une importante source de revenus pour l'URSS, et pour l'Europe, elles donnaient accès à d'importantes ressources énergétiques nécessaires pour sa remise après la Seconde guerre mondiale.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, les relations énergétiques entre la Russie et l'Europe ont été mises au point. La Russie, qui possède d'énormes réserves de pétrole et de gaz, est restée un fournisseur d'énergie important pour l'Europe.

Pourtant, cette relation, jusqu'alors non aggravée par aucune circonstance, rencontre quelques obstacles après l'effondrement de l'URSS. Devenues des États indépendants, la Russie et l'Ukraine doivent désormais conclure des accords intergouvernementaux et se mettre d'accord sur l'achat du gaz russe par l'Ukraine et le paiement par la Russie des frais de transit de son gaz sur le territoire ukrainien à destination des pays de l'Europe.

L'Ukraine, un État extrêmement pauvre au lendemain de la chute de l'URSS, n'avait pas les moyens pour payer le prix d'hydrocarbures livrées par la Russie et voyait ses dettes augmenter. La Russie étant obligée d'arrêter ses livraisons de gaz à l'Ukraine faute de paiement de la part de cette dernière en 1993, l'Ukraine dès lors commence à effectuer, sans aucune restriction possible du côté russe, le retrait illégal du gaz de transit russe destiné aux pays européens pour ses propres besoins.

2.1. La révolution orange

Pendant la période de 2000 à 2004, les relations dans le domaine énergétique entre la Russie et l'Europe ont continué à se développer et sont devenues un élément important de l'interaction entre les deux parties. Au cours de cette période, la Russie est restée un fournisseur de pétrole et de gaz important pour les pays européens, tandis que l'Europe est demeurée l'un des principaux consommateurs de ces ressources énergétiques.

L'une des principales directions d'exportation des ressources énergétiques de la Russie vers l'Europe entre 2000 et 2004 était l'approvisionnement en pétrole. Le pétrole russe était demandé sur le marché européen, et les sociétés russes collaboraient activement avec des partenaires européens. L'exportation de pétrole s'effectuait par l'intermédiaire de l'oléoduc « Druzhba » («Дружба») qui était la principale voie de transport. De plus, le pétrole russe était livré en Europe par voie maritime, notamment en mer Baltique et en mer Noire.

Il est important de noter qu'au cours de cette période, l'industrie pétrolière russe a subi des réformes et une privatisation, ce qui a favorisé le développement de sociétés pétrolières compétitives et l'amélioration de la productivité. Par exemple, la société *Lukoil* est devenue l'un des acteurs clés sur le marché pétrolier international et a participé activement aux livraisons de pétrole en Europe. Pendant cette période, l'industrie pétrolière russe continuait également de développer de nouveaux gisements et de moderniser ceux existants, ce qui permettait d'augmenter les volumes de production et de livraison.

En plus du pétrole, le gaz a également joué un rôle important dans les relations énergétiques entre la Russie et l'Europe pendant cette période. La Russie est l'un des plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de gaz, et une grande partie de ses livraisons de gaz étaient destinées à l'Europe. Les gazoducs « Yamal-Europe » («Ямал — Европа»), « Progrès » («Прогресс» («Ямбург — западная граница СССР»)) et « Ourengoï–Pomary–Oujhorod » («Уренгой — Помары — Ужгород») étaient les voies principales de livraison du gaz russe en

Europe. Ils assuraient la fiabilité et la stabilité des approvisionnements, ce qui était important pour les consommateurs européens.

Au cours de cette période, l'industrie gazière russe continuait de se développer et de se moderniser. Des sociétés gazières telles que *Gazprom* jouaient un rôle clé dans le secteur gazier de la Russie et collaboraient activement avec des partenaires européens. Des contrats à long terme ont été conclus pour la fourniture de gaz, assurant ainsi la stabilité et la prévisibilité pour les deux parties. Cela a également contribué à attirer des investissements dans le secteur gazier russe et à moderniser son infrastructure.

Dans l'ensemble, les relations énergétiques entre la Russie et l'Europe entre 2000 et 2004 étaient caractérisées par la coopération et l'interdépendance. L'Europe avait besoin des ressources énergétiques russes pour répondre à ses besoins énergétiques, tandis que la Russie trouvait en Europe un marché de vente important et stable pour ses ressources énergétiques. Cette coopération a également favorisé le développement des liens économiques et une interaction étroite entre la Russie et les pays européens.

Une coopération plus large dans le secteur énergétique a également renforcé les liens politiques et économiques entre la Russie et l'Europe. Le secteur énergétique est devenu un élément important de la politique étrangère de la Russie, et son rôle sur la scène internationale a considérablement augmenté. En retour, les pays européens sont devenus de plus en plus dépendants des approvisionnements énergétiques russes et se sont retrouvés dans une position plus vulnérable en cas de litiges ou de problèmes dans le secteur énergétique.

Les relations énergétiques entre la Russie et l'Europe entre 2000 et 2004 ont été caractérisées par une augmentation des livraisons de pétrole et de gaz, la conclusion de contrats à long terme et le développement de l'infrastructure.

Cependant, des différends et des problèmes sont également survenus, nécessitant des négociations et des résolutions.

La Révolution orange, qui a eu lieu à la fin de l'année 2004 en Ukraine juste après l'élection présidentielle, et l'arrivée au pouvoir de Viktor Iouchtchenko, un président ayant pour objectif de favoriser le rapprochement de l'Ukraine avec l'Union Européenne et l'OTAN et de renforcer leur coopération, a eu un impact significatif sur la coopération entre la Russie et l'Europe dans le domaine de l'énergie. Ces événements ont entraîné des changements importants dans le secteur énergétique et ont nécessité une révision des stratégies d'approvisionnement et de transit des ressources énergétiques, ainsi qu'une intensification des efforts de diversification des sources d'énergie.

L'un des facteurs clés ayant influencé la coopération énergétique a été le différend gazier entre la Russie et l'Ukraine. Au début de l'année 2006, après l'accession au pouvoir du président Viktor Iouchtchenko, la Russie et l'Ukraine n'ont pas réussi à parvenir à un accord sur les prix du gaz et les conditions de livraison. En conséquence de ce différend, la Russie a temporairement interrompu ses livraisons de gaz à l'Ukraine, voire à certains pays européens en dépendance des gazoducs de transit situés sur le territoire ukrainien. Cela a entraîné de graves perturbations dans le secteur de l'énergie et a affecté la confiance de l'Europe envers la Russie en tant que fournisseur fiable d'énergie.

La Révolution orange a souligné l'importance de la diversification des sources d'approvisionnement énergétique pour l'Ukraine et les pays européens. L'Ukraine a commencé à chercher à diversifier ses fournisseurs de gaz afin de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie et de diminuer les risques de pressions politiques. Par exemple, l'Ukraine a commencé à importer du gaz en provenance de Turkménistan, ainsi que d'effectuer des alimentations en gaz inversées («реверсные поставки газа»). Dans le même temps, l'Europe a pris conscience de la nécessité de réduire sa dépendance au gaz russe et de rechercher des voies alternatives d'approvisionnement énergétique. Par exemple, l'Irak, le Nigéria, l'Arabie saoudite, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, l'Iran, l'Algérie et de nombreux autres pays se sont également installés sur le marché énergétique européen. Par ailleurs, l'Europe a commencé à investir dans les énergies renouvelables afin de répondre à deux défis : se doter d'une sécurité énergétique et réduire le réchauffement climatique causé par les énergies fossiles.

Cette période a intensifié les efforts visant à créer de nouveaux corridors énergétiques qui assureraient un transport plus indépendant des ressources énergétiques. Le projet du « Corridor gazier sud-européen » est devenu l'une des principales orientations de développement. Il vise à acheminer le gaz de la région de la mer Caspienne vers l'Europe en contournant la Russie. Le projet comprend la construction de gazoducs, de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et d'infrastructures de transport et de stockage du gaz. Cela a contribué à la diversification des itinéraires d'approvisionnement et à la réduction des risques d'interruption des livraisons de gaz.

La Révolution orange a également conduit au développement de la coopération énergétique entre l'Ukraine et l'Union européenne. L'UE a exprimé son soutien à l'Ukraine dans ses efforts de diversification des approvisionnements en gaz et de modernisation du secteur de l'énergie. Des projets communs ont été lancés, notamment la modernisation des gazoducs ukrainiens et l'introduction de technologies énergétiquement efficaces.

Par exemple, l'Ukraine avait proposé la mise en place d'un consortium tripartite impliquant l'Europe et Moscou dans le but de moderniser son système de gazoducs. En 2010, Kiev avait invité l'Union européenne et la Russie à participer à la construction d'un nouveau pipeline afin d'augmenter le transit du gaz russe à travers son territoire.

La diversification et le développement des sources d'énergie alternatives sont devenus des priorités importantes pour l'Europe après la Révolution orange. Cela a stimulé les investissements dans les énergies renouvelables et le développement de technologies innovantes. Les pays de l'UE sont devenus plus conscients de la question du changement climatique et de la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce qui a conduit à la recherche de sources d'énergie propres sur le plan environnemental.

Depuis l'adhésion de l'Union européenne au protocole de Kyoto en 2005, les États membres se sont engagés dans une concertation constante pour mettre en place des mesures visant à plusieurs objectifs simultanés. Ces mesures comprennent la

finalisation de la création d'un marché unique de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la diminution de la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis des importations d'énergie. Parmi les initiatives prises, on peut mentionner le marché européen d'échange de quotas d'émission de CO₂ et les objectifs connus sous le nom de « 3 fois 20 % d'ici 2020 ».

Certains États membres, tels que l'Allemagne, l'Espagne et le Danemark, ont adopté précocement un ensemble de mesures publiques pour soutenir cette évolution, tout en favorisant leur industrie nationale. Cet engagement précoce a permis à certaines entreprises de ces pays de devenir des leaders mondiaux en seulement quelques années.

En Allemagne, par exemple, des politiques de soutien à l'énergie renouvelable, comme le système de tarifs d'achat garantis, ont encouragé le déploiement massif de l'énergie solaire et éolienne. Cela a non seulement stimulé la production d'électricité verte, mais aussi favorisé l'émergence d'une industrie solide dans le secteur des énergies renouvelables, avec des entreprises allemandes devenant des acteurs majeurs sur le marché mondial.

De même, l'Espagne a mis en place des incitations fiscales et des tarifs préférentiels pour l'énergie solaire, ce qui a favorisé une croissance rapide de cette industrie dans le pays. Des entreprises espagnoles comme *Euroner* sont alors devenues des leaders mondiaux dans la fabrication de panneaux solaires et dans le développement de projets d'énergie solaire à grande échelle.

Le Danemark a également adopté une approche proactive en soutenant l'industrie éolienne offshore dès les années 1990. Grâce à des mesures incitatives et à des politiques de soutien, les entreprises danoises à l'instar de *Global Wind Service*, *Vestas* ou *Ørsted* sont devenues des pionnières mondiales dans le domaine de l'énergie éolienne offshore, avec une expertise reconnue internationalement.

Ces exemples illustrent comment les mesures prises par certains États membres de l'Union européenne pour soutenir la transition énergétique ont favorisé la croissance de leur industrie nationale et ont permis à certaines entreprises de devenir des

leaders mondiaux dans le secteur des énergies propres. Ces réussites soulignent l'importance de politiques favorables et de mesures incitatives pour promouvoir l'innovation et le développement des technologies énergétiquement efficaces au sein de l'Union européenne.

L'UE a également apporté un soutien financier à l'Ukraine pour le développement de sources d'énergie alternatives telles que l'énergie solaire et éolienne.

La coopération entre la Russie et l'Europe dans le domaine de l'énergie a également subi des changements après la Révolution orange. La Russie a compris l'importance de renforcer des partenariats fiables à long terme avec l'Europe et a cherché à diversifier ses directions d'exportation. Des mesures ont été prises pour créer de nouvelles voies de transport et étendre le réseau de gazoducs, y compris des projets tels que le « Nord Stream 2 » reliant la Russie et l'Allemagne par la mer Baltique et le « TurkStream » reliant la région de Krasnodar en Russie avec la partie européenne en Turquie afin d'alimenter l'Europe du Sud et du Sud-Est. Cependant, ces projets ont également suscité des controverses et des préoccupations en Europe concernant une dépendance croissante au gaz russe.

Les résultats de la Révolution orange ont eu un impact à long terme sur la coopération énergétique entre la Russie et l'Europe. La diversification et le développement des sources d'énergie alternatives sont devenus des priorités pour les deux parties, ainsi que des questions de sécurité énergétique et de fiabilité des approvisionnements. L'Europe développe activement sa propre politique énergétique et cherche à devenir plus indépendante des fournisseurs externes d'énergie. La Russie, quant à elle, continue de rechercher de nouveaux marchés et partenaires pour ses ressources énergétiques, en tenant compte des évolutions géopolitiques et économiques.

En conclusion, la Révolution orange en Ukraine a eu un impact significatif sur la coopération énergétique entre la Russie et l'Europe. Ces événements ont entraîné une diversification des approvisionnements et du transit des ressources énergétiques, une intensification du développement des sources d'énergie alternatives et une révision de la politique énergétique des deux parties. Ils ont

également souligné l'importance de la sécurité énergétique et de la fiabilité des approvisionnements. Cependant, ces changements ont suscité des controverses et ont créé des difficultés dans la coopération, nécessitant la recherche d'un équilibre entre les intérêts économiques, politiques et environnementaux des différentes parties.

Ainsi, cet événement a renforcé la volonté de Vladimir Poutine et du gouvernement russe de l'époque de s'orienter plus vers les marchés émergents asiatiques, de diversifier ses partenaires et donc promouvoir davantage et réaliser la stratégie du pivot vers l'est.

La révolution orange en Ukraine a entraîné des changements majeurs dans les relations entre la Russie et l'Ukraine, ainsi qu'entre la Russie et l'Occident. La Russie a perçu ces événements comme une tentative de l'Occident d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Ukraine et d'établir un régime pro-occidental à ses frontières. Cela a conduit à un refroidissement dans la relation russo-ukrainienne et a nui à des liens politiques et économiques entre la Russie et l'Ukraine, y compris la coopération énergétique.

En réponse à la révolution orange, la Russie a commencé à développer activement ses relations avec l'Asie, en particulier avec la Chine. Les dirigeants russes ont vu dans l'Asie une nouvelle opportunité de coopération économique et d'influence politique qui, selon eux, pourrait compenser les pertes causées par les changements dans les relations avec l'Ukraine et l'Occident.

La politique du pivot vers l'est a conduit au renforcement des liens économiques avec la Chine, notamment par la signature d'accords majeurs dans le domaine de l'énergie, du commerce et de l'investissement. La Russie a également commencé à participer aux structures économiques et politiques régionales telles que l'Organisation de coopération de Shanghai et l'ASEAN.

Cette stratégie du renforcement des liens entre la Russie et l'Asie de l'Est avait plusieurs raisons. Premièrement, la Russie a cherché à diversifier ses partenaires économiques et à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Occident, notamment face à

des relations tendues avec l'Ukraine. Deuxièmement, la région Asie-Pacifique était un marché important et en croissance rapide avec un fort potentiel pour les biens et services russes. Troisièmement, les changements géopolitiques et l'endiguement par l'Occident ont également stimulé la Russie à rechercher de nouveaux partenariats à l'Est.

Cependant, il convient de noter que le pivot vers l'est ne signifiait pas une séparation complète de l'Occident. La Russie a continué de maintenir des liens et une coopération avec un certain nombre de pays d'Europe occidentale et d'autres partenaires occidentaux. Il s'agissait plutôt d'une stratégie de diversification et d'équilibrage des relations que d'un rejet total de l'Occident.

Ainsi, le lien entre la révolution orange et le pivot vers l'est peut être considéré comme la réaction de la Russie aux changements dans la région et une tentative d'adaptation aux nouvelles réalités géopolitiques. Ce fut l'un des facteurs qui incitèrent les dirigeants russes à renforcer leur influence à l'Est afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Occident et de renforcer leur position politique et économique.

2.2. Le maïdan et le redressement de la carte d'Ukraine

Au cours de la période 2005-2014, les relations énergétiques entre la Russie et l'Europe ont été au centre de l'attention à cause de leur complexité. La Russie, qui dispose de ressources énergétiques abondantes, joue un rôle important dans la sécurité énergétique de l'Europe, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz. Cependant, cette période a également connu des difficultés liées à la dépendance, aux conflits et à la nécessité de diversifier la politique énergétique.

Depuis le début des années 2000, la Russie est restée l'un des principaux fournisseurs de pétrole pour les pays de l'Union européenne. La plupart des exportations de pétrole étaient réalisées par les compagnies pétrolières et gazières telles que *Gazprom* et *Rosneft*. Elles ont conclu des contrats à long terme avec des partenaires européens, garantissant ainsi des livraisons de produits pétroliers stables et fiables dans la région.

Les approvisionnements en gaz revêtaient une importance particulière. La Russie était le plus grand fournisseur de gaz naturel pour l'Europe, couvrant environ 40 % de la demande en gaz de l'Europe. Les principaux itinéraires d'approvisionnement en gaz étaient les gazoducs « Union » (Союз), « Progrès » et le gazoduc « Yamal-Europe », qui permettaient le transport du gaz de la Russie vers l'Europe. Des pays tels que l'Allemagne, l'Italie et la France étaient de grands consommateurs de gaz russe. En Allemagne, 55 % de la consommation de gaz provenait de Russie, 20 % en France et 40 % en Italie.

Un aspect important des relations énergétiques entre la Russie et l'Europe au cours de cette période était la dépendance énergétique. De nombreux pays européens, en particulier en Europe de l'Est et en Europe centrale, sont devenus fortement dépendants du gaz et du pétrole russes. Cela suscitait des inquiétudes quant à une possible influence politique et économique de la Russie sur ces pays.

Entre 2005 et 2014, plusieurs conflits énergétiques ont éclaté entre la Russie et certains pays européens. L'un des conflits les plus marquants s'est produit entre la Russie et l'Ukraine, qui est un pays de transit pour le gaz russe, car une grande

partie du gaz était acheminée à travers le territoire ukrainien. Des interruptions d'approvisionnement en gaz vers l'Europe ont eu lieu en 2006 et 2009 en raison de différends non résolus sur les prix et les frais de transit entre la Russie et l'Ukraine, ce qui a créé de sérieux problèmes de sécurité énergétique dans de nombreux pays.

L'Allemagne a été affectée par les interruptions de 2006 et 2009 qui ont entraîné des réductions de l'approvisionnement en gaz. Les pénuries de gaz en France ont entraîné des perturbations dans le secteur de l'énergie, notamment dans le chauffage et l'approvisionnement en gaz des ménages et des industries. Les interruptions en Italie ont eu un impact sur les réserves de gaz et ont nécessité des mesures d'urgence pour faire face à la situation.

L'Autriche a subi des interruptions d'approvisionnement en gaz en 2009, ce qui a entraîné des baisses de pression dans le réseau de distribution et des perturbations dans l'approvisionnement en gaz des ménages et des entreprises. La Bulgarie a également été touchée par les interruptions d'approvisionnement en gaz, en particulier en 2009. Cela a entraîné des restrictions sur la consommation de gaz et des perturbations dans l'approvisionnement en énergie dans le pays.

Malgré les problèmes et les conflits, une coopération énergétique entre la Russie et l'Europe a également eu lieu au cours de la période mentionnée. La Russie et les pays européens ont continué à discuter de projets de développement conjoint de gisements et de construction de nouveaux gazoducs. Par exemple, le projet « Nord Stream » prévoyait la livraison de gaz russe à l'Allemagne via la mer Baltique. Cette coopération était importante pour les deux parties car elle assurait des approvisionnements stables et offrait des avantages économiques potentiels.

Cependant, dans le cadre de la coopération énergétique, de nouveaux défis ont également émergé. L'Union européenne cherchait à renforcer sa sécurité énergétique et à réduire sa dépendance à l'égard d'un seul fournisseur. Dans ce contexte, des discussions actives ont porté sur les sources d'énergie alternatives, telles que les énergies renouvelables, ainsi que sur la possibilité d'importer du gaz d'autres régions, telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

À la fin de 2013, il survient une crise politique en Ukraine à la suite d'une série d'événements et de décisions politiques. La principale raison des protestations était la décision du gouvernement ukrainien dirigé par le président Viktor Ianoukovitch de ne pas signer l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne (AA/DCFTA). Cet accord offrait à l'Ukraine des perspectives de liens plus étroits avec l'Union européenne et était largement soutenu par la société ukrainienne.

Le refus de signer cet accord a suscité l'insatisfaction de nombreux Ukrainiens, en particulier ceux qui étaient favorables à l'intégration européenne. Ils estimaient que le rejet de l'association avec l'Union européenne signifiait le maintien de liens étroits avec la Russie et la perte de l'opportunité de se rapprocher de l'Europe sur les plans politique et économique.

Les manifestations ont commencé pacifiquement, mais au fil du temps, la situation s'est compliquée. Les manifestants ont formulé une série de demandes supplémentaires, notamment la démission du président Ianoukovitch et de son gouvernement, la mise en œuvre de réformes et la lutte contre la corruption. L'escalade des manifestations a conduit à des affrontements avec la police, à l'utilisation de la violence et à de nombreux décès.

Les manifestations sur la place Maïdan ont entraîné une grave crise politique en Ukraine, qui s'est conclue par la destitution du président Ianoukovitch en février 2014.

Par conséquent, en mars 2014, n'étant pas d'accord avec le changement du pouvoir radical à Kiev, la Crimée, auparavant une région ukrainienne disposant d'une autonomie politique et de sa propre constitution, a décidé de faire un référendum dont les questions étaient si la Crimée veut revenir en Russie en tant qu'une région de la Fédération de Russie ou si elle veut récupérer la constitution criméenne de 1992 et garder le statut d'une partie de l'Ukraine. La majorité quasiment absolue a voté pour revenir en Russie en tant qu'une région de la Fédération de Russie.

Au même moment, un conflit armé a éclaté dans l'est de l'Ukraine entre l'armée ukrainienne et des groupes séparatistes pro-russes qui cherchaient à se séparer de l'Ukraine et à rejoindre la Russie.

En effet, depuis le renversement du président Viktor Ianoukovitch en février 2014 et la formation d'un nouveau gouvernement intérimaire, il y a eu des tensions et de la méfiance entre le gouvernement de Kiev et les régions de l'est. L'est de l'Ukraine avait des liens étroits avec l'ancien président et son parti, qui étaient soutenus par la Russie. Les habitants de l'est considéraient le renversement de Ianoukovitch comme illégal et exprimaient leur mécontentement à l'égard des nouvelles autorités.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a été marqué par des combats intenses, des bombardements et des pertes civiles. La confrontation entre les rebelles pro-russes et l'armée ukrainienne a entraîné d'importantes destructions dans la région et créé une crise humanitaire avec un grand nombre de personnes déplacées et de victimes.

Cette situation géopolitique a mené à une réévaluation de la coopération et des relations énergétiques entre la Russie et l'Europe.

Depuis le début de la crise ukrainienne, l'Europe a activement cherché des moyens de réduire sa dépendance au gaz russe et de diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'éviter les conséquences de l'utilisation par la Russie de ses exportations des matières premières comme un levier de pression. Cela était motivé par le désir de réduire sa dépendance politique et économique vis-à-vis de la Russie et d'assurer une fourniture d'énergie plus fiable sans devoir choisir entre la sécurité énergétique ou la liberté de mener sa politique extérieure.

Le développement de l'infrastructure pour la réception du gaz naturel liquéfié (GNL) est devenu l'un des aspects clés. Le GNL permet de transporter le gaz dans un état comprimé et refroidi, ce qui facilite sa livraison sur de longues distances. Les pays européens construisent activement des terminaux GNL et développent les infrastructures correspondantes, ce qui leur permet d'importer du gaz en provenance de fournisseurs du monde entier, et pas seulement de la Russie. Par exemple, la

Pologne et la Lituanie ont construit des terminaux GNL, ce qui leur permet de recevoir du gaz d'autres sources, telles que les États-Unis, la Norvège et le Qatar.

Le deuxième aspect de la diversification des sources a été le travail actif sur le développement de nouveaux itinéraires de gazoducs. L'un de ces projets est le gazoduc Trans Adriatique (TAP), qui relie l'Azerbaïdjan et la Turquie au sud de l'Italie, en passant par la Grèce et l'Albanie. Ce gazoduc permet à l'Europe de recevoir du gaz de la région caspienne et de diversifier ses sources d'approvisionnement. Des travaux de modernisation et d'extension des gazoducs existants ont également été réalisés, tels que le « Nord Stream » et le « Corridor gazier sud-européen ».

De plus, le gazoduc « Nord Stream 2 », qui allait relier la Russie à l'Allemagne via le fond de la mer Baltique pour contourner l'Ukraine, devait être mis en travail en 2022. Cela avait pour objectif de permettre à la Russie de fournir du gaz à l'Europe directement, en contournant un territoire qui est devenu l'objet de différends géopolitiques et économiques.

Toutes ces mesures visent à réduire la dépendance de l'Europe au gaz russe et à assurer un système d'approvisionnement plus flexible et diversifié. L'Union européenne développe également des stratégies pour le développement du marché intérieur du gaz, en encourageant la concurrence et la transparence dans le secteur.

Cependant, malgré ces efforts, la Russie restait un fournisseur de gaz important pour l'Europe. Les gazoducs existants et les contrats garantissaient des approvisionnements stables, et le gaz russe restait compétitif en termes de prix et de fiabilité. Ainsi, la diversification des sources restait une tâche à long terme, et la Russie conservait son rôle dans le secteur énergétique de l'Europe.

Le secteur énergétique russe a ressenti l'impact significatif des sanctions économiques imposées par l'Union européenne et d'autres pays occidentaux en réponse à l'annexion de la Crimée et au soutien du conflit armé dans l'est de l'Ukraine. Ces sanctions couvrent des aspects différents, notamment des restrictions financières, des interdictions de fourniture de technologies, des interdictions de prêts

et d'investissements, ainsi que des restrictions à l'exportation d'équipements pour l'industrie énergétique.

L'une des principales conséquences des sanctions a été la limitation de l'accès des compagnies énergétiques russes aux technologies et aux capitaux occidentaux, ce qui a entravé le développement de nouveaux gisements et la modernisation des infrastructures. Les entreprises occidentales ont renoncé à participer à des projets énergétiques russes en raison des risques liés aux sanctions. Par exemple, les compagnies pétrolières occidentales ont cessé leur collaboration avec la société russe *Rosneft* dans le développement des projets en Arctique. Des projets communs dans le domaine de l'exploitation des gisements en mer ont également été retardés ou annulés.

Les sanctions ont également eu un impact sur le financement des projets énergétiques russes. Les entreprises russes ont été confrontées à des restrictions pour obtenir des prêts et des investissements en raison des interdictions imposées par les institutions financières occidentales. Certains projets, tels que la construction de nouveaux gazoducs « TurkStream » et « Nord Stream 2 » ou la modernisation des gisements pétroliers et gaziers, ont subi des difficultés quant au financement.

Cependant, les sanctions ont également créé de nouvelles opportunités de développement pour le secteur énergétique russe. Les entreprises russes ont commencé à coopérer plus activement avec des partenaires asiatiques et d'autres pays qui ne les ont pas soumis à des sanctions. Cela a également stimulé le marché intérieur et le développement de la technologie russe dans le secteur de l'énergie.

Les sanctions ont également entraîné des changements dans les stratégies et les politiques du secteur énergétique. La Russie s'est davantage concentrée sur les marchés asiatiques et d'autres régions, recherchant de nouveaux partenaires et développant la coopération dans le domaine de l'énergie. Des contrats à long terme ont été signés pour la fourniture de pétrole et de gaz à la Chine, à l'Inde et à d'autres pays asiatiques.

Depuis 2014, le dialogue énergétique russo-européen a également considérablement évolué dans le contexte du développement des sources d'énergie renouvelables. Les deux parties accordaient dès lors une plus grande attention et priorité au développement de sources d'énergie propres et durables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et autres.

L'Union européenne a adopté des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de développement des sources d'énergie renouvelable. L'un des documents clés est le « Paquet Énergie propre pour tous les Européens », qui comprend des objectifs de réduction des émissions, d'efficacité énergétique et d'augmentation de la part des sources d'énergie renouvelable dans le mix énergétique.

La Russie a également pris conscience de la nécessité de développer des sources d'énergie renouvelable et a entrepris des mesures appropriées. Elle a commencé à développer et à mettre en œuvre activement des programmes de stimulation de l'utilisation des sources d'énergie renouvelable, telles que l'énergie solaire et éolienne. Des projets de construction de fermes solaires et éoliennes ont été lancés, notamment en Crimée et dans la région de Kaliningrad. De plus, la Russie a activement développé le potentiel hydroélectrique de ses rivières et lacs.

La coopération entre la Russie et l'Europe dans le domaine des énergies renouvelables a également pris une forme plus constructive. Des accords et des mémorandums de coopération dans le domaine de l'énergie propre et de l'échange d'expériences ont été signés. Par exemple, la Russie et l'Allemagne ont signé un accord sur le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ouvrant de nouvelles opportunités de coopération dans ce domaine.

Le développement des sources d'énergie renouvelable présente plusieurs avantages. Tout d'abord, il contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la lutte contre le changement climatique. Deuxièmement, les sources d'énergie renouvelable sont plus décentralisées et peuvent assurer l'indépendance énergétique des régions. Troisièmement, le développement de ce secteur favorise la création d'emplois et stimule l'innovation et le progrès technologique.

Cependant, malgré le développement actif des sources d'énergie renouvelable, elles ne peuvent pas encore remplacer complètement les sources d'énergie traditionnelles telles que le pétrole et le gaz. Leur développement nécessite des investissements importants, des améliorations technologiques et la création de l'infrastructure nécessaire. De plus, les questions de stabilité de l'approvisionnement et du stockage de l'énergie constituent également des défis pour une large adoption des sources d'énergie renouvelable.

En fin de compte, le développement des sources d'énergie renouvelable devient un élément important du dialogue énergétique russo-européen. Les deux parties reconnaissent l'importance de la réduction des émissions et de la transition vers une énergie plus durable et respectueuse de l'environnement. La coopération dans le domaine des sources d'énergie renouvelable contribue à la création d'un secteur énergétique plus durable et efficace, qui répondra aux défis et exigences modernes.

Par conséquent, la Russie s'est davantage orientée vers les pays asiatiques afin de trouver de nouveaux acheteurs pour ses hydrocarbures. Le pivot vers l'est russe dans le domaine énergétique est d'une importance stratégique pour assurer l'indépendance énergétique et réduire les risques liés à la dépendance aux marchés occidentaux et aux sanctions. Le développement des liens énergétiques avec les pays de la région Asie-Pacifique renforce la position géopolitique de la Russie et lui permet de jouer un rôle plus actif sur la scène internationale. La Russie développe activement de nouvelles voies d'approvisionnement en gaz, notamment les gazoducs Force de la Sibérie («Сила Сибири») et Force de la Sibérie-2 (Сила Сибири 2), qui sont dirigés vers la Chine. Des négociations sont également en cours pour étendre l'approvisionnement en gaz des pays d'Asie et de la région du Pacifique.

La réalisation du pivot vers l'est a eu un certain nombre de conséquences. Premièrement, le développement des liens économiques avec les pays de l'Est a permis à la Russie d'atténuer les effets négatifs des sanctions occidentales et de diversifier les contributions à son économie. Deuxièmement, la Russie a vu son importance géopolitique s'accroître, renforçant sa position d'acteur clé sur la scène

internationale. Troisièmement, le pivot russe vers l'est a stimulé le développement des infrastructures, du commerce et de l'énergie dans la région, ce qui a créé de nouvelles opportunités et suscité l'intérêt d'autres pays.

2.3. La guerre en Ukraine 2022

Dans les années 2000, les premières crises gazières se sont produites dans les relations entre la Russie et la Biélorussie et la Russie et l'Ukraine, qui ont ensuite entraîné un pic des prix du pétrole. À cet égard, afin d'amortir les risques, l'Union européenne a pris des mesures pour passer au commerce de gaz au comptant, en découplant le coût du gaz russe des prix du pétrole et en facilitant les conditions contractuelles. Selon le troisième paquet énergétique de l'UE, la législation de l'UE sur la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité, le Conseil de l'UE et le Parlement européen en 2009 ont privé *Gazprom* d'un avantage non concurrentiel - la propriété des gazoducs. En conséquence, la Commission européenne, par des mesures antitrust, a contraint *Gazprom* à travailler dans les mêmes conditions que la Norvège et d'autres fournisseurs de gaz.

Selon l'*Agence internationale de l'énergie* (AIE), fin 2021, la part du gazoduc russe dans la consommation européenne était d'environ 40%, 5% supplémentaires — GNL. En termes monétaires, le gaz russe représentait 5% de toutes les importations d'énergie, et il était également utilisé par de nombreuses industries à haute valeur ajoutée - ciment, verre, acier, chimie, etc.

Malgré les tensions dans les relations, jusqu'en 2022, la Russie s'est vu attribuer un rôle important dans la stratégie énergétique à long terme de l'UE, et les plans de transition vers une économie à faibles émissions de carbone incluaient toujours des importations d'énergie en provenance de Russie. Le gaz russe était perçu comme une source d'énergie politiquement controversée mais nécessaire, et même après le déclenchement du conflit en Ukraine en 2014, *Gazprom* n'a été affecté par aucune sanction. La situation a radicalement changé avec le début de la guerre en Ukraine, lorsque la Russie a commencé à utiliser le gaz comme instrument de pression sur les autorités européennes.

Le 24 février 2022, la Russie commence une invasion de l'Ukraine à grande échelle, qui est nommée par le gouvernement russe pas comme une guerre, mais comme une « opération militaire spéciale ». Selon le narratif russe officiel, l'opération a pour objectif de démilitariser et dénazifier l'Ukraine, ainsi que de protéger les populations

de Donbass, qui inclut les régions de Donetsk et de Lougansk, qui ont subi les atrocités du gouvernement ukrainien depuis 2014 en raison de leur désir d'une autonomie politique et du fait de leur appartenance ethnique russe. Cependant, l'objectif principal de l'invasion est d'assurer la sécurité nationale et de protéger la souveraineté de la Russie et même son existence, selon le discours de Vladimir Poutine où il annonce le début de « l'opération ».

La guerre lancée par la Russie a été immédiatement condamnée par la majorité de la communauté internationale : les pays du G7 et leurs alliés, la majorité des pays de l'Amérique latine, plusieurs pays africains et quelques pays de la région Asie-Pacifique. L'Organisation des Nations Unies a adopté plusieurs résolutions : la résolution ES-11/1 « Agression contre l'Ukraine » qui a jugé l'invasion russe, la résolution ES-11/2 du 24 mars 2022 exigeant l'arrêt immédiat des hostilités contre l'Ukraine, la résolution ES-11/4 du 12 octobre relative à la protection de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Presque immédiatement, la Russie a été soumise à des sanctions internationales, initiées par les pays du G7, mais également rejointes par la plupart des pays du monde. Les objectifs des sanctions étaient d'isoler diplomatiquement et économiquement la Russie sur la scène internationale, d'affaiblir son économie et d'empêcher des entreprises publiques et privées russes de coopérer avec des partenaires étrangers dont les bénéfices financent la guerre.

Les sanctions ont touché les secteurs économique, bancaire, touristique, culturel et énergétique, ainsi que certaines personnes physiques et morales.

Les dirigeants de l'UE sont parvenus à un accord pour interdire les importations uniquement à la fin du mois de mai 2022, en adoptant le sixième paquet de sanctions qui prévoit une interdiction d'importer du pétrole russe à partir de la fin de l'année 2022 et des produits pétroliers russes à partir du février 2023. La Pologne et l'Allemagne se sont également engagées à arrêter les importations de pétrole par pipeline, ce qui signifiait un blocage jusqu'à 90 % des exportations de pétrole russe vers l'Europe au total. De plus, la chute des prix de l'énergie amorcée à l'été 2022 a

entraîné une baisse des revenus pétroliers de la Russie, les revenus pétroliers et gaziers ayant baissé de 18 % en glissement annuel de janvier à août.

Par ailleurs, le processus de la certification du Nord Stream 2 a été suspendu par le chancelier allemand Olaf Scholz et son gouvernement le 22 février 2022 suite à la reconnaissance de l'indépendance de deux républiques autoproclamées de Donetsk et Lougansk. Le 26 septembre 2022 il y a eu un sabotage du Nord Stream 1 et du Nord Stream 2, et la réparation de ces gazoducs semble être très coûteuse financièrement et presque irréalisable.

En réponse à ces sanctions, la Russie a obligé les pays occidentaux à payer le gaz et le pétrole exclusivement en roubles, dans l'intention d'augmenter ainsi la valeur de sa monnaie.

Les pays d'Asie et du Moyen-Orient ont commencé à acheter plus de pétrole russe, ce qui a aidé la Russie dans son ensemble à maintenir le niveau des exportations de pétrole : en août 2022, il était de 6,0 millions de barils par jour, soit seulement 0,2 million de barils de moins qu'en janvier 2019. Dans l'ensemble, l'*Agence d'information sur l'énergie des États-Unis* (en anglais EIA) a estimé qu'environ 80 % du pétrole brut soumis à l'interdiction d'importer de l'UE trouverait d'autres acheteurs, principalement en Asie.

L'AIE a prévu une baisse de 20 % de la production pétrolière russe lorsque l'embargo de l'UE entrerait pleinement en vigueur en février 2023. Les prévisions à long terme s'accordent à dire que la production de pétrole et de gaz sera compromise en raison de l'épuisement des réserves, des sanctions technologiques et économiques, du manque d'investissement et d'accès à la technologie. De plus, d'énormes investissements sont nécessaires dans de nouvelles infrastructures pour l'exportation vers l'Asie, pour lesquelles il ne sera pas possible de trouver des fonds.

En janvier 2023, les gouvernements occidentaux ont convenu de limiter le prix de 60 dollars le baril des exportations de pétrole russe dans le but de limiter non pas l'offre elle-même sur le marché mondial, mais les revenus russes. Le mécanisme a réduit les revenus pétroliers de la Russie, mais le seuil était au niveau du prix réel et, selon

les experts, ne pouvait pas avoir d'effet à grande échelle. Le président russe a déclaré que le pays ne respecterait pas la restriction et arrêterait les livraisons aux pays qui la respecteraient. Dans le même temps, la Russie a accepté les nouvelles règles et a continué à exporter. La Russie a eu recours à la pratique des exportations fictives et a contourné le plafond des prix par usurpation d'identité. Il est devenu connu qu'environ 70 pétroliers ont été vendus à des entreprises anonymes qui pourraient échanger du pétrole russe en dehors de la limite établie.

La guerre en Ukraine et les sanctions massives contre la Russie ont entraîné une réduction du commerce mondial et une forte augmentation des prix de l'énergie. Les experts notent le degré élevé de la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis des hydrocarbures en provenance de la Russie et l'impact négatif d'une forte augmentation des prix de pétrole et de gaz sur l'économie de l'UE.

Cependant, comme nous l'avons noté plus haut, le principal vecteur de la coopération économique et commerciale russe était dirigé vers l'Europe. Cependant, depuis la création de l'*Union économique eurasiatique* (UEEA) en 2015, la Russie a approfondi sa coopération avec ses pays membres, à savoir le Kazakhstan et le Kirghizistan, ainsi que la Biélorussie et l'Arménie.

Dans le cadre de la coopération russo-kazakhe, le président russe Vladimir Poutine a proposé au président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, de créer une union gazière qui, outre la Russie et le Kazakhstan, pourrait inclure l'Ouzbékistan. Depuis que les pays occidentaux ont décidé d'abandonner les ressources énergétiques russes, Moscou a commencé à se réorienter vers d'autres régions. Les deux républiques d'Asie centrale connaissent une pénurie de gaz et seraient probablement intéressées par des livraisons de carburant russe. À l'avenir, de l'Ouzbékistan, en passant par l'Afghanistan et le Pakistan, le gaz pourra être acheminé vers l'Inde qui, en raison de son développement économique actif, a un besoin urgent de ressources énergétiques. Depuis le début de la guerre en Ukraine, elle a augmenté ses achats de pétrole russe à un prix supérieur au plafond établi de 60 \$/bbl. Le Turkménistan tente depuis sept ans de mettre en place un projet similaire d'une valeur de dix milliards de dollars.

En raison de l'augmentation des ventes de pétrole à l'Inde (selon le vice-Premier ministre Alexander Novak, 22 fois par an — d'environ 3,7 millions de tonnes en 2021), la Russie est passée de la 18e place en termes d'importations vers l'Inde à la quatrième. Le chiffre d'affaires commercial entre les deux États pour l'exercice fiscal incomplet 2022-2023 a atteint près de 40 milliards de dollars. De novembre à février, la Russie est devenue chaque mois le plus grand fournisseur de pétrole de New Delhi. En conséquence, selon l'Agence internationale de l'énergie, l'année dernière, l'Inde a évincé l'Europe en tant que principal acheteur de pétrole offshore en provenance de Russie.

La Russie établit également des records sur le marché pétrolier chinois. Fin 2022, en termes d'approvisionnement en pétrole brut de la Chine, la Fédération de Russie a pris la première place, supplantant l'Arabie saoudite de cette position. La croissance des exportations pour une année partielle s'est élevée à environ 10% - environ 80 millions de tonnes d'une valeur de plus de 50 milliards de dollars. Si l'on considère que les importations de la Russie vers la Chine ont dépassé 114 milliards de dollars (plus 43 %) sur l'année, près de la moitié de ce volume a été fournie par les approvisionnements en pétrole.

Selon le Centre d'exportation russe (REC), le commerce extérieur russe, notamment dans le domaine de l'énergie, se développerait dans quatre directions qui correspondent à quatre groupes de pays. Deux d'entre eux, à savoir les groupes numéro 2 « expansion et croissance » et numéro 3 « conquête et expansion », regroupent les pays de la région Asie-Pacifique. Le groupe numéro 2 comprend l'Algérie, le Vietnam, l'Égypte, l'Inde, l'Iran, la Chine et la Turquie, tandis que le groupe numéro 3 comprend l'Argentine, le Bangladesh, le Brésil, Israël, l'Indonésie, l'Irak, la Malaisie, le Mexique, le Nigéria, les Émirats arabes unis, le Pakistan, la Syrie, la Thaïlande, les Philippines, Afrique du Sud. Ce nouveau programme s'inscrit dans la stratégie du pivot vers l'est.

Chapitre 3. Les défis et problèmes actuels

Introduit en 2012 à la veille du sommet de l'APEC à Vladivostok, le pivot vers l'est a demeuré une stratégie en effet très ambitieuse visant à stimuler le développement économique de la Russie à la lumière de l'émergence de la région Asie-Pacifique comme la partie de l'économie mondiale qui se développe le plus dynamiquement. Comme l'a si bien dit le président russe Vladimir Poutine, la Russie veut « faire diriger le vent chinois dans les voiles de l'économie russe ». Bien sûr, cette métaphore ne signifie pas que la Russie veut se limiter exclusivement à la Chine à son pivot vers l'est. Cette phrase signifie que la Chine, en tant que géant économique de la région, est un partenaire asiatique clé pour la Russie, mais la Russie entretient également une coopération étroite avec d'autres pays de la région Asie-Pacifique.

Entre 2012 et 2022, la Russie a pu obtenir un certain succès dans les domaines de l'économie, de l'énergie, des transports et de la coopération internationale grâce à une coopération étroite avec les pays asiatiques. Par exemple, en 2014, la Russie et la Chine ont signé un accord de partenariat stratégique qui comprend une coopération dans de nombreux domaines, notamment le commerce, l'énergie, les transports et la finance. Dans le cadre de cet accord, des contrats ont été signés pour la fourniture de gaz russe à la Chine et le développement de projets communs, tels que la construction du gazoduc « Power of Siberia » et du « Power of Siberia 2 ». En 2015, la Russie a activement participé à la formation de divers accords économiques et politiques au sein de l'OCS. L'un des accords importants a été la création de la Banque de développement de l'OCS, qui fournit un soutien financier aux projets d'infrastructure dans la région. En outre, la Russie développe activement la coopération avec l'APEC, une organisation qui réunit 21 économies de la région Asie-Pacifique, et participe à ses forums, ce qui lui permet de promouvoir la coopération commerciale et économique avec les autres membres de l'organisation et de développer des relations diplomatiques avec eux. Enfin, la Russie et la Chine ont conclu un accord sur la construction d'un pont ferroviaire sur le fleuve Amour, ainsi que sur le développement de corridors de transport reliant la Russie à d'autres pays de l'Est.

C'est grâce à la mise en œuvre précoce de cette stratégie nationale du pivot vers l'Est que la Russie a pu réduire l'impact négatif des sanctions européennes et remplacer rapidement ses approvisionnements énergétiques des pays européens par des approvisionnements vers la Chine, l'Inde et d'autres pays de la région, après avoir lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022.

Cependant, malgré les côtés positifs du pivot et ses avantages, il existe également des défis et des problèmes.

3.1. Le sous-développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient

Dans le processus de modernisation et de reconstruction de la Russie après les années 1990, les régions de la Russie situées dans sa partie asiatique, comme la Sibérie et l'Extrême-Orient, n'étaient pas une priorité de développement. Le gouvernement a préféré financer les régions de la partie européenne du pays, notamment Moscou et Saint-Pétersbourg. Le résultat a été un énorme gouffre dans l'état des parties occidentale et orientale de la Russie.

Et aujourd'hui, la Sibérie et l'Extrême-Orient, en raison de leur proximité géographique avec les pays de la région Asie-Pacifique, mais de leur retard économique et infrastructurel, constituent un obstacle au développement réussi et rapide du pivot vers l'est.

L'un des principaux défis pour les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient est le manque de voies de transport développées. En raison des vastes étendues territoriales et des conditions géographiques difficiles, l'accessibilité est limitée faute de réseaux de transport modernes. Cela peut entraver la circulation des personnes, des biens et des services, ainsi que limiter l'efficacité des liaisons logistiques et de transport avec les pays asiatiques.

L'absence d'une infrastructure logistique développée peut devenir un obstacle à une interaction commerciale et économique efficace avec les partenaires asiatiques. Un nombre insuffisant d'entrepôts modernes, de ports, de centres logistiques et de centres de transport peut entraver le transport, augmenter les délais de livraison et augmenter le coût du transport des marchandises. Cela peut réduire la compétitivité de la région et empêcher le développement des liens commerciaux avec l'Est.

Le développement des infrastructures énergétiques joue un rôle important pour assurer l'indépendance énergétique et la durabilité des régions de Sibérie et d'Extrême-Orient. Cependant, ces infrastructures énergétiques font défaut, en particulier dans les zones reculées. Cela peut conduire à des restrictions d'accès à

l'énergie, rendre difficile l'attraction d'investissements dans des projets énergétiques et limiter les opportunités de développement industriel et de projets d'infrastructure. Dans le monde d'aujourd'hui, le développement de l'infrastructure numérique joue un rôle clé dans la promotion de la croissance économique et de l'innovation. Cependant, dans les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, il existe des problèmes d'accès à l'Internet haut débit, un manque de réseaux à haut débit et d'infrastructures numériques développées. Cela peut limiter les possibilités de développement des technologies modernes, des affaires numériques et du commerce électronique, ainsi que gêner la communication et l'échange d'informations avec les pays asiatiques.

L'inégalité économique est un autre problème auquel la Russie est confrontée alors qu'elle réalise son pivot vers l'est. Elle se manifeste dans la répartition inégale du développement économique entre les différentes régions du pays, notamment entre le centre et la périphérie, y compris les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

Moscou et d'autres grandes villes du centre de la Russie ont un niveau de développement économique plus élevé que les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient. Cela se manifeste par un niveau plus élevé de PIB par habitant, la disponibilité des infrastructures, le niveau d'emploi et les revenus de la population. Les inégalités économiques créent des opportunités inégales pour le développement des entreprises, attirant des investissements et créant des emplois dans les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient.

Les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient sont riches en ressources naturelles, telles que le pétrole, le gaz, le charbon, les forêts, etc. Cependant, l'économie de ces régions est fortement dépendante de l'exportation de matières premières et a une variété limitée d'industries. Cela pose un risque pour l'économie régionale avec les fluctuations des prix mondiaux des matières premières et limite les perspectives de développement de l'innovation, de la haute technologie et d'autres industries, qui est l'une des directions clés du pivot vers l'est.

Les régions de Sibérie et d'Extrême-Orient font souvent face à un manque d'investissement par rapport aux régions centrales. Cela est dû à des infrastructures

sous-développées, à une faible compétitivité, au manque de grandes entreprises et à la faiblesse des mécanismes de soutien à l'entrepreneuriat. Le manque d'investissements suffisants peut ralentir la croissance économique et l'innovation dans les régions, ce qui constitue un obstacle au pivot réussi.

Par conséquent, les inégalités économiques peuvent conduire à une migration massive de la population des régions moins développées vers les plus développées. Cela entraîne un déséquilibre démographique, une diminution de la population dans les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, ainsi qu'une détérioration de la situation socio-économique. Le manque d'emplois décents et de perspectives de développement peut inciter les jeunes et les professionnels talentueux à quitter les régions, ce qui rend difficile le développement de ces derniers.

Par ailleurs, le problème qui fait référence non seulement aux régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, mais à la Russie entière, c'est l'absence d'une diversité économique durable, ce qui veut dire que l'économie est dépendante majoritairement d'une seule source de contribution, une seule branche. Dans le cas de la Russie, notamment de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, c'est la dépendance de l'industrie des matières premières. Les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient ont historiquement basé leur économie sur l'extraction et l'exportation de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, le charbon, le bois, etc. Cependant, cette dépendance rend l'économie vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux de ces biens et au risque d'épuisement des ressources à long terme. Le manque de diversité industrielle signifie que les régions sont de plus en plus exposées aux risques économiques et ont des possibilités limitées de croissance et d'innovation.

Ce manque de diversité économique dans les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient limite les possibilités de développement de nouvelles industries et d'innovations. Cela est dû à un manque de financement et d'investissement dans les secteurs autres que le pétro-gazier, à un manque de personnel qualifié, à la faiblesse des infrastructures et à un accès limité aux nouvelles technologies. Un manque de diversité économique rend difficile la création de nouveaux emplois, l'attraction de talents et la conduite d'une croissance innovante.

3.2 Chine

La concurrence avec la Chine est l'un des défis géopolitiques majeurs auxquels la Russie est confrontée dans son pivot vers l'Est, malgré l'étroite coopération et l'amitié des deux pays.

La Chine est le principal partenaire économique et concurrent de la Russie dans la région. La Chine a une grande base de fabrication, de faibles coûts de production et une forte capacité d'exportation. Les biens et services chinois sont en concurrence avec les russes sur le marché international.

L'un des aspects clés de la concurrence est la rivalité dans l'exportation des ressources. La Chine et la Russie sont toutes les deux de grands producteurs et exportateurs de ressources énergétiques telles que le pétrole, le gaz et le charbon. La Chine développe également sa propre production et son approvisionnement en ressources énergétiques du monde entier. Cela crée une concurrence entre les deux pays sur le marché de l'énergie et pourrait, par conséquent, affecter les prix et les conditions des transactions.

De plus, la concurrence avec la Chine s'étend à d'autres secteurs de l'économie. Par exemple, dans le domaine des technologies de l'information et de l'électronique, les entreprises chinoises concurrencent activement les entreprises russes et occupent des parts de marché importantes. Dans le domaine de la fabrication et de la construction, il existe également une concurrence entre les entreprises russes et chinoises, en particulier lors de la participation à des projets internationaux.

Un exemple est la rivalité entre *Huawei* (Chine) et *Yandex* (Russie). Huawei est le plus grand fabricant d'équipements de télécommunications et de smartphones en Chine et a une influence significative sur le marché mondial. *Yandex*, d'autre part, est l'une des plus grandes sociétés Internet russes, fournissant une large gamme de services, y compris un moteur de recherche, un commerce électronique, des applications mobiles, etc. Les deux sociétés se font concurrence dans les moteurs de recherche et les technologies mobiles.

De plus, il existe une concurrence entre *Xiaomi* (Chine) et *Svyaznoy* (Russie). *Xiaomi* est l'un des principaux fabricants de smartphones et d'autres appareils électroniques en Chine et dans le monde. *Svyaznoy*, d'autre part, est l'une des plus grandes chaînes de magasins russes spécialisées dans la vente d'appareils mobiles et d'autres appareils électroniques. Les deux sociétés se font concurrence sur le marché des appareils mobiles et proposent une large gamme de produits et de services.

En outre, *Alibaba* (Chine) et *Mail.ru Group* (Russie) se font également concurrence. *Alibaba* est l'une des plus grandes sociétés Internet en Chine et dans le monde, fournissant une variété de services Internet, y compris le commerce électronique, le cloud computing et les services financiers. Le groupe *Mail.ru*, d'autre part, est l'une des principales sociétés Internet en Russie, fournissant des services de messagerie, des réseaux sociaux, des jeux en ligne, du commerce électronique et autres. Les deux sociétés sont en concurrence dans le commerce électronique, les services en ligne et l'innovation dans les technologies de l'information.

Et, enfin, la confrontation entre *Tencent* (Chine) et *Kaspersky Lab* (Russie) est stratégique. *Tencent* est l'une des principales sociétés Internet chinoises spécialisée dans les réseaux sociaux, les messageries instantanées, les jeux et autres services en ligne. *Kaspersky Lab*, quant à lui, est une société russe spécialisée dans le développement de systèmes antivirus et de sécurité. Les deux sociétés se font concurrence dans le domaine de la sécurité de l'information et des services en ligne.

À l'échelle mondiale, ces entreprises se disputent des parts de marché, développent de nouveaux produits et services et s'efforcent d'innover pour attirer et répondre aux besoins des consommateurs.

La Chine est un partenaire commercial et économique important pour de nombreux pays de la région, dont la Russie, avec un marché énorme, un fort potentiel de fabrication et des produits compétitifs. Les produits chinois sont en concurrence avec les produits russes sur les marchés mondiaux, y compris, outre les ressources énergétiques, l'ingénierie, l'électronique et d'autres industries. La concurrence peut

affecter les opportunités d'exportation de la Russie et sa position sur les marchés de la région.

La Chine étend activement ses liens économiques et investit dans divers pays de la région. Il propose de grands projets d'investissement, de construction d'infrastructures et de financement, ce qui peut créer une concurrence pour la Russie. La Chine cherche également à renforcer sa position dans les processus d'intégration économique régionale tels que le Partenariat économique global régional (RCEP), ce qui pourrait limiter le rôle et l'influence de la Russie dans la région.

Les frontières et les questions territoriales sont une partie importante de la situation géopolitique dans la région Asie-Pacifique et deviennent l'un des problèmes auxquels la Russie est confrontée à son pivot vers l'est. La Russie est confrontée à un certain nombre de différends territoriaux avec divers pays de la région. Par exemple, ils se sont battus avec la Chine en ce qui concerne la Transbaïkalie orientale et les îles du fleuve Amour, ainsi que le différend sur Primorye et les îles Kouriles dans la mer du Japon avec le Japon. Ces différends ont une longue histoire et peuvent créer des tensions entre les pays.

L'impact des conflits territoriaux en dehors de la région Asie-Pacifique sur les relations russo-chinoises est également incontestable. Par exemple, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui sont dans la zone d'influence de la Fédération de Russie, mais ne sont pas reconnues par la plupart des pays du monde, y compris les pays asiatiques et, en particulier, la Chine. Cela conduit à des restrictions de développement et d'interaction avec ces régions, et crée également des difficultés politiques dans la région.

De plus, le fait que la Chine ne reconnaisse pas l'annexion de la Crimée par la Russie introduit des malentendus dans les relations russo-chinoises. Le gouvernement russe ne comprend pas pourquoi son allié le plus proche ne le soutient pas sur cette question stratégiquement importante. Cependant, la situation a connu quelques changements en avril 2023, lorsque l'ambassadeur de Chine en France, Liu Shaye, déclare que la Crimée a toujours été russe. Il s'agit de la première déclaration de ce

format d'un représentant de la diplomatie chinoise. Cependant, pour le moment, la position officielle de Pékin reste inchangée.

Certains conflits territoriaux dans la région peuvent potentiellement conduire à des conflits ou même à l'usage de la force. Cela peut avoir un impact sur la sécurité et la stabilité dans la région et nécessite des efforts pour parvenir à des règlements diplomatiques et établir des mécanismes de règlement des différends.

L'un des différends territoriaux les plus importants de la région Asie-Pacifique est le différend sur la mer de Chine méridionale. Ce différend touche plusieurs pays, dont la Chine, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie, Brunei et Taïwan. Le principal problème est la revendication des îles, des atolls, des récifs et des zones maritimes de la mer de Chine méridionale, qui sont riches en ressources naturelles, ont une importance stratégique et un potentiel économique important.

Le différend sur la mer de Chine méridionale est à l'origine de tensions importantes dans la région et pourrait déboucher sur des conflits. Chacune des parties intéressées revendique certains territoires sur la base d'arguments historiques, géographiques et juridiques. La Chine fait les revendications les plus ambitieuses, revendiquant la majeure partie de la mer de Chine méridionale, couvrant la quasi-totalité de son territoire.

Le différend Diaoyu/Senkaku entre la Chine et le Japon est un autre différend territorial important dans la région Asie-Pacifique. Ce différend est lié à des revendications sur l'archipel Diaoyu, que le Japon appelle Senkaku. Diaoyu/Senkaku se compose de cinq petites îles inhabitées et est situé dans la mer de Chine orientale au large de Taïwan.

Le différend entre la Chine et le Japon a une longue histoire et est une source de tension entre les deux pays. Les deux parties revendiquent la souveraineté sur ces îles sur la base d'arguments historiques, géographiques et juridiques. Ils revêtent une importance stratégique en raison de leur situation géographique, de leurs ressources marines potentielles et de leur importance économique.

Les deux différends liés à la mer de Chine méridionale et à Diaoyu/Senkaku sont importants pour la Russie et affectent ses relations avec les pays respectifs.

Dans le cas du différend sur la mer de Chine méridionale, la Russie exprime son inquiétude face à la montée des tensions dans la région. La Russie soutient les principes du respect du droit international, de la liberté de navigation et du règlement pacifique des différends. La Fédération de Russie appelle toutes les parties intéressées au dialogue et à la recherche de solutions pacifiques. Dans le même temps, la Russie cherche à développer ses relations avec la Chine et d'autres pays de la région, en tenant compte des intérêts communs et du potentiel de coopération dans divers domaines, notamment l'économie, l'énergie et la coopération scientifique et technologique.

En ce qui concerne le différend *Diaoyu/Senkaku* entre la Chine et le Japon, la Russie soutient le règlement de ce différend par des négociations pacifiques et conformément au droit international. La Russie entretient des relations amicales avec la Chine et le Japon et cherche à développer ses relations avec les deux pays. Cependant, ce différend peut créer des tensions dans la région et avoir un impact négatif sur la sécurité et la stabilité. Par conséquent, la Russie soutient le dialogue et le règlement du différend par l'interaction politique et diplomatique entre la Chine et le Japon.

En général, ces différends affectent les relations de la Russie avec les pays respectifs et nécessitent d'équilibrer les intérêts, de maintenir la stabilité et de faciliter le règlement des différends par le biais de mécanismes pacifiques et de dialogue.

Les différends territoriaux non résolus et l'instabilité entre les pays peuvent avoir un impact négatif sur l'intégration économique, le commerce et l'investissement. Ils peuvent créer de l'incertitude et des risques pour les entreprises et limiter le potentiel de développement de la région.

La solution des problèmes frontaliers et territoriaux nécessite une volonté politique, des efforts diplomatiques et une coopération internationale. Pour la Russie, cela

signifie la nécessité d'engager un dialogue et des négociations avec d'autres pays de la région afin de trouver des compromis et des solutions qui contribuent au règlement des différends et à la création d'un environnement stable et sûr dans la région Asie-Pacifique.

Conclusion

Afin de développer avec plus de succès la politique du pivot vers l'Est, ainsi que pour réaliser l'idée d'une Grande Eurasie, qui serait un contrepoids au monde occidental, il est nécessaire pour la Russie de réfléchir à des plans à long terme pour le développement des relations avec les principaux partenaires asiatiques sur des voies bilatérales. La Russie a besoin de liens forts avec l'Inde, la Corée du Nord et les pays d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Myanmar, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, etc.). À leur égard, une stratégie doit être soigneusement élaborée, basée sur une compréhension de l'importance de chacun de ces États pour les intérêts nationaux russes.

Il vaudrait la peine d'envisager des mesures pour rétablir les relations avec le Japon, qui sont maintenant au point le plus bas de leur développement dans toute la période d'après-guerre. Afin d'éviter une longue période de gel diplomatique, il serait nécessaire pour la Russie qu'elle concentre ses efforts sur la préservation des anciens et nouveaux modes d'interaction dans les domaines commercial, économique, scientifique, éducatif, culturel et humanitaire. Il en va de même pour les relations avec la Corée du Sud, qui participe à la politique de sanctions contre la Russie avec moins de contraintes que les États euro-atlantiques et le Japon.

Il est important d'intensifier la diplomatie dans les organisations économiques et politiques multilatérales de la région — l'OCS, les BRICS, le RCEP et le *Sommet de l'Asie orientale*. La Russie devrait soigneusement préserver et accroître toutes les relations constructives qui ont été créées avec les pays de l'ASEAN. Cela comprend le format de dialogue ASEAN avec la Russie, ainsi que diverses plates-formes économiques et un dialogue d'experts sur les questions les plus urgentes. Un format trilatéral Moscou-Pékin-Séoul / Tokyo-Moscou-Séoul ou quadripartite Moscou-Pékin-Séoul-Pyongyang pourrait être envisagé sur les mesures de sécurité et de coopérations économiques en Asie du Nord-Est.

Dans tous les cas, dans la direction orientale, il serait nécessaire pour la Russie de poursuivre une stratégie significative et bien coordonnée basée sur l'utilisation efficace des ressources disponibles. Pour l'instant, malgré l'énorme bagage

accumulé au cours du travail dans les organisations régionales, ainsi que les résultats positifs de la coopération avec les principaux partenaires d'Asie de l'Est, la Russie ne dispose pas de bases organisationnelles, managériales, idéologiques et politiques à part entière pour son mise en œuvre.

Le risque spécifique pour la politique russe de pivotement vers l'Est crée un basculement évident vers la Chine dans les sphères économiques et diplomatiques. Elle est particulièrement perceptible dans le secteur de l'énergie. Après le début de la guerre en Ukraine, la Chine est devenue la principale alternative de la Russie aux marchés d'exportation européens. Dans le même temps, la Russie n'est pas un fournisseur monopolistique de ressources énergétiques pour la Chine. La part de la Russie dans les importations chinoises de gaz naturel en 2021 s'élevait à un peu plus de 6 %, ce qui est inférieur à celui du Japon « hostile ». Il y a un risque de « diktat de l'acheteur » de Pékin, qui aggrave objectivement les positions de négociation des fournisseurs russes.

Il y a également un manque de capacités logistiques pour la réorientation rapide des approvisionnements énergétiques vers l'Asie. Les pipelines existants de la Sibérie orientale vers la région Asie-Pacifique sont déjà pleinement opérationnels. Le gazoduc Power of Siberia-2 à travers la Mongolie vers la Chine est toujours en construction et ne sera achevé que d'ici 2029. Les marchés de l'Asie du Sud et du Sud-Est, qui sont importants dans le contexte de la diversification des exportations, ne peuvent être livrés que par voie maritime. Ici, les possibilités de manœuvre sont limitées par les sanctions occidentales dans le secteur financier, principalement sur l'assurance des navires. C'est précisément en raison de la hausse des coûts de fret que l'Inde a annoncé en septembre 2022 son intention d'abandonner les achats de pétrole russe et de passer aux importations en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient.

Quant à la Chine, il faut tenir compte de la baisse de la demande de gaz en Chine car la politique d'économie d'énergie et de diversification des approvisionnements, ainsi que la production de son propre gaz de schiste, portent leurs fruits. Les sociétés énergétiques chinoises ont démontré leur capacité à faire entrer de l'énergie dans le pays depuis un nombre croissant de pays à des prix égaux ou

inférieurs aux prix mondiaux. L'approvisionnement en gaz par gazoduc du Myanmar, du Turkménistan, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan a déjà été établi, et il existe une expérience dans l'achat de GNL sur le marché au comptant, y compris aux États-Unis. Bien que le gaz russe dispose d'avantages compétitifs importants (proximité géographique, gazoducs existants, approvisionnements garantis dans le cadre de contrats à long terme avec une décote importante), il serait téméraire d'ignorer complètement les risques liés à une situation de « diktat de l'acheteur ».

À l'heure actuelle, la Russie n'en a pratiquement pas d'autre, à part l'exportation d'hydrocarbures, une niche notable sur le marché chinois, et à l'intérieur de la Fédération de Russie, les investisseurs chinois sont très limités. En fait, Moscou a plus besoin d'exportations de pétrole et de gaz vers la Chine que Pékin. La situation énergétique met en lumière l'asymétrie générale des relations économiques bilatérales. Les livraisons d'hydrocarbures ne permettent pas à elles seules de créer une base solide de coopération qui permettrait de résoudre à l'avenir tous les problèmes des relations économiques entre la Fédération de Russie et la Chine.

Selon le chercheur russe D.V. Mosyakov, l'établissement des relations étroites avec la Chine signifiait « le lien effectif de la politique russe à l'Est avec les intérêts de la Chine ». Très probablement, une telle opinion devrait être considérée comme une exagération évidente. Cependant, l'essence du problème est correctement identifiée : la Russie devrait réfléchir à la manière de sortir de l'ombre de la Chine et de devenir un participant actif aux processus économiques et politiques dans une région du monde extrêmement importante pour les intérêts russes.

Bibliographie

1. Дёмина Ольга Валерьевна. Поворот на Восток: риски и возможности увеличения экспорта российских энергоресурсов в Китай
2. С.А. Караганов, И.А. Макаров. Поворот на Восток: итоги и задачи.
3. Моторина Любовь Евстафьевна. Анджей Валицкий о русской идее и особенностях русской философии
4. Бердяев Н. А. Судьба русского консерватизма
5. Аксенова Е. П. А. Н. Пыпин как историк и теоретик славянского возрождения
6. Бердяев Н. А. Славянофильство и славянская идея
7. Исход к Востоку. Предчувствия и Свершения. София, 1921.
8. Данилевский Н. Я. Россия и Европа: Взгляд на культурные и политические отношения Славянского мира к Германо-Романскому / составление, вступительная статья и комментарии А. А. Галактионова.
9. Сборники Валдайского клуба «К Великому океану»
10. Т.В. Бордачёв. Пределы Европеизации. Россия и Европейский союз в 1991 – 2007 годах: теория и практика отношений. М.: Издательский дом ГУ – ВШЭ. 2007. – 258 с.
11. Т.В. Бордачёв. Новый стратегический союз. Россия и Европа перед вызовами XXI века: возможности «большой сделки». М.: Европа, 2009. – 304 с.
12. А.В. Лукин. Россия и Китай: четыре века взаимодействия. История, современное состояние и перспективы развития российско-китайских отношений / под ред. А. В. Лукина. М.: Весь мир, 2013. — 704 с.
13. А.В. Лукин. Поворот к Азии. Российская внешняя политика на рубеже веков и её активизация на восточном направлении. М.: Весь Мир, 2014. — 640 с.
14. А.В. Лукин. Новые международные отношения: основные тенденции и вызовы для России / под ред. А. В. Лукина. М.: Международные отношения, 2018. — 592 с.
15. П.А. Минакир, О.В. Дёмина. Россия в АТР: развитие и сотрудничество в энергетике.

16. О.В. Дёмина, А.А. Новицкий. Энергетические рынки стран АТЭС: возможности для России.
17. М.М. Гуляев. Развитие энергетического сотрудничества России и ЕС: результаты первых двух десятилетий диалога.
18. Е.К. Рудакова. Проблемы и перспективы энергетического сотрудничества России и ЕС.
19. А.М. Смирнов. Сравнительный анализ энергетической дипломатии РФ и Европейского союза.
20. Ю.М. Кукушкина. Значение регулирования торговли в рамках ВТО для энергодиалога России с Европейским союзом.
21. Ostevik M., Kuhrt N. The Russian Far East and Russian Security. Blakkisrud H., Wilson Rowe E., eds. Russia's Turn to the East: Domestic Policymaking and Regional Cooperation (Global Reordering). Basingstoke, Springer Nature, 2018, pp. 75-94.
22. Yilmaz S. (Yao Shifan) S., Changming L. Remaking Eurasia: the Belt and Road Initiative and China-Russia Strategic Partnership. Asia Europe Journal, 2020, vol. 18, pp. 259-280.
23. Mankoff J. Russia's Asia Pivot: Confrontation or Cooperation? Asia Policy, 2015, vol. 19, pp. 65-87.
24. Lukonin S. Redefining Russia's Pivot and China's Peripheral Diplomacy. Saalman L., ed. China–Russia Relations and Regional Dynamics. From Pivots to Peripheral Diplomacy. Solna, SIPRI, 2017, pp. 3-10.
25. Lukyanov F. Why the West Has Failed to Get the Rest of the World on Board to Support Its Confrontation With Russia. Russia in Global Affairs, 11.07.2022.
26. Лихачева А., Макаров И. Национальная идентичность и будущее России. Дискуссионный клуб Валдай, 22.04.2014.
27. Бордачев Т. Поворот России на Восток: между выбором и необходимостью. Дискуссионный клуб Валдай, 01.09.2022.
28. Демина Я., Мазитова м. Развитие Дальнего Востока России в условиях интенсификации интеграционных процессов в АТР. Регионалистика, 2018, т. 5. № 4, сс. 41-54.
29. Марин В.Л. Тихоокеанская Россия в “Большой Евразии” начала XXI века: вызовы и ответы. Историческая и социально-образовательная мысль, 2018, т. 10, № 3/1, сс. 65-81.

30. Larin V. Pacific Russia in the “Greater Eurasia” at the Beginning of XXI Century: Challenges and Responds. Historical and Social-Educational Idea, 2018, vol. 10, no. 3/1, pp. 65-81.
31. Суи Цзясюе. Современное состояние прямых иностранных инвестиций из Китая в Россию. Весенние дни науки: сборник докладов Международной конференции студентов и молодых ученых (Екатеринбург, 22–24 апреля 2021 г.). Екатеринбург, УРФУ, 2021, сс. 1079-1087.
32. Kapoor N. Russia’s Pivot to Asia – A 10-Year Policy Review. Valdai Discussion Club, 21.03.2022.
33. Charap S., Drennan J., Noël P. Russia and China: A New Model of Great-Power Relations. Survival, 2017, vol. 59, no. 1, pp. 25-42.
34. Yang Cheng. Redefining Russia’s Pivot and China’s Peripheral Diplomacy. Saalman L., ed. China–Russia Relations and Regional Dynamics. From Pivots to Peripheral Diplomacy. Solna, SIPRI, 2017, pp. 7-13.
35. Blank S. The Un-Holy Russo-Chinese Alliance. Defense & Security Analysis, 2020, vol. 36, no. 3, pp. 249-274.
36. Мосяков Д.В. Политика России в отношении конфликта в Южно-Китайском море. Юго-Восточная Азия: актуальные проблемы развития, 2018, т. 38, № 1, сс. 24-34.
37. Gore L. Forging a Sino-Russo Alliance: Analysis with a Hybrid Theoretical Framework. China: An International Journal, 2017, vol. 15, no. 1, pp. 140-162.
38. Wishnick E. In Search of the ‘Other’ in Asia: Russia-China Relations Revisited. The Pacific Review, 2017, vol. 30, iss. 1, pp. 114-132. Togh T. van der, Montesano F., Kozak I. From Competition to Compatibility Striking a Eurasian Balance in EU-Russia Relations. Clingendael Report, 2015, October.
39. Lewis D. Strategic Culture and Russia’s “Pivot to the East”: Russia, China, and “Greater Eurasia”. The George Marshall European Center for Security Studies, July 2019, no. 034.
40. Пантин В.И. Идеологические основы евразийской экономической интеграции. Вестник РУДН. Серия: Международные отношения, 2022, т. 22, № 1, сс. 17-29.

41. Концепция внешней политики Российской Федерации (утверждена Президентом Российской Федерации В.В. Путиным 30 ноября 2016 г.).
42. В ЕК сообщили, что газохранилища ЕС заполнены почти до 90%. ТАСС, 05.10.2022.
43. The EC Reported that the EU Gas Storage Facilities Are Filled to Almost 90%. TASS, 05.10.2022.
44. Minxin Pei. Is 'Asia for Asians' Just a Slogan? Taipei Times, 06.12.2014.
45. Going East: Russia's Asia-Pacific Strategy. Russia in Global Affairs, 25.12.2010.
46. Россия и Китай: партнерство или соперничество? Улица Московская.
47. В 2021 году импорт природного газа из России в Китай в стоимостном выражении составил около 3 млрд долл. РБК, 14.09.2022.
48. DGCIS, ADEME. Diffusion des nouvelles technologies de l'énergie (NTE) dans le bâtiment. Juin 2009.
49. Carnegie Endowment for International Peace. Сергей Вакуленко. Необратимый разрыв. Что означает остановка «Северного потока» для России и Европы. 05.09.2022.
50. Россия в глобальной политике. Ханс-Йоахим Шпангер. Поворот России на Восток, поворот Китая на Запад: взаимодействие и конфликты на Шёлковом пути. 14.06.2016.
51. <https://digitallibrary.un.org/record/3959039>
52. <https://digitallibrary.un.org/record/3965954?ln=ru>
53. <https://digitallibrary.un.org/record/3990400?ln=ru>
54. ЕС запретил продавать России оборудование для добычи нефти — Подробности, 01 августа 2014.
55. ЕС ввел санкции в отношении пяти российских банков — Подробности, 31 июля 2014.
56. Юлия Старостина. «Недружественные» страны (то есть почти всю Европу) заставляют платить за российский газ по особой схеме. Она поможет экономике РФ и укрепит рубль? Meduza (1 апреля 2022).
57. Сергей Вакуленко. Как Россия намерена выиграть газовую войну с Европой. Carnegie Endowment for International Peace (28 июля 2022)
58. Россия снизила цену на газ для Украины на треть – Ib.ua, 17 декабря 2013.

59. Никифоров О. Попель О. Развитие солнечной энергетики в Европе и в России: ситуация небезнадёжна. 2010.
60. Ивантер В. В., Панфилов В. С., Некрасов А. С., Узяков М. Н., Синяк Ю. В. Россия и Европа: Энергосоюз или энергоконфликт? 2007.
61. Захарова Е.Н., Бирюков Е.В. Проблемы обеспечения энергетической безопасности стран Европы. 2014.
62. Булах Е.С. Проблемы взаимоотношений Российской Федерации с Германией и Францией в сфере энергетики в 1990-е гг. - начале 2000-х гг. 2015.